

La Propriété industrielle

Revue mensuelle du Bureau international
pour la protection de la propriété industrielle
Genève

79^e année

N° 3

Mars 1963

Sommaire

LÉGISLATION

Pages

- Yougoslavie. I. Loi modifiant et complétant la loi sur les brevets et améliorations techniques (du 19 juillet 1962) 46
- II. Arrêté sur la publication des exposés d'invention et sur le recouvrement des frais de publication des brevets et des exposés d'invention (du 27 septembre 1961) . 47

ÉTUDES GÉNÉRALES

- La non-accessibilité des ressortissants de pays tiers au bénéfice de la Convention sur le brevet européen serait-elle contraire à l'article 2 de la Convention de 1883? (Albert Golas) 47
- Accessibilité au brevet européen et Union de Paris (Eugen Ulmer) 51
- L'URSS et la protection internationale de la propriété industrielle. Rectification . 60

CORRESPONDANCE

- Lettre de Grèce (Pierre Mamopoulos) 61

BIBLIOGRAPHIE

- Ouvrage nouveau (Carlos Ballestrero Sierra) 64

NÉCROLOGIE

- Alessandro Conte 64

LÉGISLATION

YOUGOSLAVIE

I

Loi

modifiant et complétant la loi sur les brevets
et améliorations techniques

(Du 19 juillet 1962)¹⁾

Article premier

Dans la loi sur les brevets et améliorations techniques²⁾ (*Bulletin officiel de la République populaire fédérative de Yougoslavie*, n° 44/60), le chiffre 2 de l'article 19, alinéa (1), est supprimé, l'ancien chiffre 3 devenant chiffre 2.

L'alinéa (3) est supprimé, l'ancien alinéa (4) devenant alinéa (3).

Article 2

A l'article 64 sont ajoutés les deux nouveaux alinéas suivants:

« La publication du brevet enregistré comprend la publication de l'extrait du registre des brevets délivrés et la publication de l'exposé d'invention (de la description de l'invention, des dessins et des revendications admises). »

« Les dispositions de détail relatives à la publication des brevets enregistrés seront prises par le Secrétariat à l'industrie du Conseil exécutif fédéral. »

Article 3

A l'article 66, après l'alinéa (3), est ajouté un nouvel alinéa (4) suivant:

« Dans le cas où le brevet est annulé complètement, il sera considéré comme n'ayant jamais existé, et s'il n'est annulé que partiellement, la partie annulée sera considérée comme n'ayant jamais existé. »

Article 4

A l'article 73 sont ajoutés les deux nouveaux alinéas suivants:

« Si le Secrétariat d'Etat à la défense nationale a déjà délivré un brevet pour une invention relative à la défense nationale, et dans le cas où, ultérieurement, il constate que l'invention ne doit plus être considérée comme secrète, il en prendra la décision et la fera parvenir à l'Office des brevets, avec la décision sur la délivrance du brevet et le dossier du brevet, afin d'inscrire ce brevet au registre des brevets délivrés (art. 63). »

« L'obligation du paiement des taxes et des frais fixés pour la publication du brevet et pour son maintien en vigueur (art. 77), commence à courir à partir du jour où l'invention a cessé d'être considérée comme secrète. Cette taxe doit être versée dans le montant prescrit pour l'année respective de la durée du brevet. »

Article 5

Après l'article 75 est ajouté le nouvel article 75 A suivant:

« La décision par laquelle la revendication en vue de la délivrance du brevet pour les inventions secrètes est admise entièrement ou partiellement, ou refusée entièrement, ne sera pas publiée. Une opposition contre cette décision n'est pas possible (art. 60). »

Article 6

L'alinéa (1) de l'article 76 est modifié comme suit:

« Le droit à une seule indemnité équitable appartient à l'inventeur pour les inventions secrètes protégées par le brevet, et ceci sans tenir compte de l'utilisation et de l'étendue de l'utilisation de l'invention par le Secrétariat d'Etat à la défense nationale, par l'organe fédéral à la requête duquel l'invention a été déclarée secrète, ou, respectivement, par la personne à laquelle ils avaient cédé ce droit (art. 76 A). »

Article 7

Après l'article 76 est ajouté le nouvel article 76 A suivant:

« Le droit d'utilisation des inventions secrètes, ainsi que le droit de leur protection à l'étranger, appartiennent exclusivement au Secrétariat d'Etat à la défense nationale ou à l'organe fédéral à la requête duquel l'invention a été déclarée secrète. »

Les organes visés à l'alinéa (1) du présent article peuvent céder ces droits à autrui. »

Article 8

A l'article 77, avant les mots « à la délivrance », sont ajoutés les mots « à la publication du brevet ».

Au même article est ajouté le nouvel alinéa (2) suivant:

« Le Secrétariat à l'industrie du Conseil exécutif fédéral, d'accord avec le Secrétariat d'Etat aux finances, peut prendre des dispositions de détail concernant le recouvrement des frais visés à l'alinéa (1) du présent article. »

Article 9

A l'article 95 est ajouté le nouvel alinéa (2) suivant:

« Le règlement de l'alinéa (1) du présent article — relatif aux améliorations techniques examinées et appliquées dans l'Armée populaire yougoslave — est établi par le Secrétariat d'Etat à la défense nationale. »

Article 10

A l'article 105, après l'alinéa (2), est ajouté le nouvel alinéa (3) suivant:

« Dans le cas où le Secrétariat d'Etat à la défense nationale, à propos d'une demande de transformation de certificat d'auteur, pour une invention relative à la défense nationale, constate que cette invention ne doit plus être considérée comme secrète, il en prendra la décision et la fera parvenir, avec le dossier, à l'Office des brevets, pour suivre la procédure. »

L'ancien alinéa (3) devient alinéa (4).

¹⁾ Communication officielle de l'Administration yougoslave.

²⁾ Voir *Prop. ind.*, 1961, p. 190.

Article 11

La présente loi entrera en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel* de la République populaire fédérative de Yougoslavie ¹⁾.

II

Arrêté

sur la publication des exposés d'invention et sur le recouvrement des frais de publication des brevets et des exposés d'invention

(Du 27 septembre 1961) ²⁾

Article premier

L'Office des brevets est tenu de publier les exposés d'invention des brevets délivrés, aussitôt après l'inscription du brevet au registre des brevets.

Dans les exposés d'invention sont publiés: la description de l'invention, la revendication, les dessins — s'ils sont annexés —, le numéro du brevet, le nom, la dénomination ou la raison sociale du titulaire du brevet, le nom de l'inventeur, la date du dépôt de la demande de brevet, la date de la publication, la date de la délivrance du brevet, la date à partir de laquelle le droit de priorité est à compter et la classe.

Article 2

L'Office des brevets mettra les exposés d'invention, sur demande, à la disposition des organisations d'ordre économique et des autres personnes morales et physiques.

L'Office des brevets peut, également, faire parvenir aux Offices des brevets étrangers les exposés d'invention publiés, en échange de leur documentation se rapportant aux brevets.

Article 3

Les titulaires des brevets sont tenus de verser à l'Office des brevets une compensation pour les frais de publication du brevet et des exposés d'invention, notamment:

- 1° les frais de publication, dans le bulletin officiel de l'Office des brevets *Patentni glasnik*, de la décision par laquelle la revendication en vue de la délivrance du brevet est admise entièrement ou partiellement — leur montant étant évalué d'après le volume occupé par l'annonce de la décision et le dessin et par les frais effectifs d'impression du *Patentni glasnik*;
- 2° les frais effectifs d'impression de 150 exemplaires d'exposés d'invention, dont 10 exemplaires seront remis par l'Office des brevets, sur demande, à la disposition du titulaire du brevet.

Les employés, les retraités, invalides, écoliers des écoles secondaires, étudiants des écoles supérieures et des hautes écoles, ainsi que les soldats faisant leur service militaire, de nationalité yougoslave, verseront le 50 % des frais visés à l'alinéa (1) du présent article, s'ils ne sont pas dispensés du

paiement des frais en vertu de l'article 120 de la loi sur la procédure administrative générale.

Article 4

Les titulaires des brevets sont tenus de verser la compensation des frais cités à l'article 3 du présent arrêté au compte spécial de l'Office des brevets, et ceci dans les délais que celui-ci fixera dans l'invitation de paiement de ces frais: ces délais, qui seront d'un mois au moins et de trois mois au plus, seront comptés à partir de la remise de ladite invitation au titulaire du brevet.

Les fonds du compte spécial visé au premier alinéa du présent article seront utilisés par l'Office des brevets exclusivement pour le recouvrement des frais de publication des brevets et d'impression des exposés d'invention.

Les ressources nécessaires au recouvrement de l'excédent des dépenses sur les recettes du compte spécial seront assurées par l'Office des brevets dans son budget.

Les fonds du compte spécial qui ne seraient pas utilisés au cours de l'année seront employés pour les mêmes fins l'année suivante.

Article 5

En sens de l'article 1^{er} du présent arrêté, l'Office des brevets est tenu de publier également les exposés d'invention des brevets délivrés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, mais après l'entrée en vigueur de la loi sur les brevets et améliorations techniques.

Article 6

Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel* de la République populaire fédérative de Yougoslavie ¹⁾.

ÉTUDES GÉNÉRALES

La non-accessibilité des ressortissants de pays tiers au bénéfice de la Convention sur le brevet européen serait-elle contraire à l'article 2 de la Convention de 1883 ?

Albert COLAS, Paris

Certains milieux intéressés par le projet de Convention relatif aux droits de propriété industrielle qui créerait un titre européen, délivré par une autorité supranationale, soumis à la juridiction d'une Cour supranationale et dont les effets s'étendraient aux territoires des pays adhérents, estiment que le bénéfice d'une telle Convention devrait être réservé aux seuls ressortissants des pays adhérents. Tel est le principe de la « non-accessibilité des ressortissants de pays tiers au béné-

¹⁾ La présente loi a été publiée dans le *Journal officiel* de la République populaire fédérative de Yougoslavie, n° 28, du 11 juillet 1962.

²⁾ Communication officielle de l'Administration yougoslave.

¹⁾ Le présent arrêté a été publié au *Journal officiel* de la République populaire fédérative de Yougoslavie, n° 38, du 27 septembre 1961.

fice de la Convention ». Les partisans d'une telle solution invoquent divers arguments d'ordre juridique, économique ou politique.

Les adversaires de cette solution objectent qu'elle violerait l'article 2 de la Convention d'Union de 1883, à savoir le principe absolu de l'assimilation de l'étranger au national, et créerait en faveur de ce dernier une discrimination inadmissible.

Rappelons que l'alinéa (1) de l'article 2 de la Convention d'Union stipule :

« Les ressortissants de chacun des pays contractants jouiront dans tous les autres pays de l'Union, en ce qui concerne la protection de la propriété industrielle, des avantages que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux, le tout sans préjudice des droits spécialement prévus par la présente Convention. En conséquence, ils auront la même protection que ceux-ci et le même recours légal contre toute atteinte portée à leurs droits, sous réserve de l'accomplissement des conditions et formalités imposées aux nationaux. »

Mais les partisans de la non-accessibilité interprètent l'article 2 de la Convention de façon étroite, en faisant observer qu'il ne dispose qu'à l'égard des « lois respectives des pays de l'Union ». Or, les traités bilatéraux ou plurilatéraux, la Convention d'Union elle-même, les Arrangements pris aux termes de l'article 15 de celle-ci ainsi que l'Arrangement projeté sur le brevet européen ne constituent pas des « lois nationales », émanant de la puissance publique dans chacun des pays respectifs; aussi bien l'article 2 ajoute : « sans préjudice des droits spécialement prévus par la présente Convention », ce qui justifie que ces derniers sont distincts des droits découlant des lois nationales. Ils observent en outre que la Convention sur le brevet européen doit être considérée comme rentrant dans le cadre des arrangements particuliers visés à l'article 15 de la Convention, dont le bénéfice est réservé aux ressortissants des pays signataires.

Les partisans de l'accessibilité contestent cette thèse par divers arguments. Deux d'entre eux méritent une attention particulière.

Le premier est que, dans divers pays, les traités et conventions internationales se trouvent intégrés dans la loi nationale, soit automatiquement, dès ratification, en raison de dispositions constitutionnelles, soit par une adaptation de la loi nationale, de sorte qu'il n'y aurait pas, en réalité, de différence de nature entre la législation et les traités ou conventions.

Le second est que, en raison de la théorie de l'égalité de traitement de l'étranger et du national, l'étranger a droit dans chaque pays de l'Union à la même protection que le national. Si le brevet européen protège certaines catégories d'inventions qui ne sont pas protégées par le brevet national, l'étranger doit bénéficier de la protection assurée par le brevet européen.

Notre propos est d'examiner le bien-fondé de ces deux arguments qui, d'ailleurs, sont intimement liés.

Remarquons tout d'abord que l'intégration des traités internationaux dans la législation nationale n'implique pas aux yeux des auteurs, et notamment de Marcel Plaisant, l'équivalence complète entre les lois nationales et les traités et con-

ventions de caractère international. Dans son ouvrage *De la protection internationale de la propriété industrielle* (Sirey 1933, p. 29 et 33, sous la rubrique « Principe de l'assimilation »), Marcel Plaisant écrit :

« Les personnes protégées sont définies par les articles 2 et 3 de la Convention. L'article 2 pose le principe de l'accessibilité de l'étranger aux droits du national dans les termes suivants :

.....

Si l'on veut bien analyser cet article 2, on voit que l'étranger verra ouverts, devant lui, dans un pays de l'Union, deux catégories de droits :

- 1° les droits reconnus par les lois internes aux nationaux;
- 2° les droits reconnus spécialement par la Convention. »

Un peu plus loin, sous la rubrique « Projets de réforme », faisant l'historique de la Conférence diplomatique de révision de La Haye en 1925, il poursuit :

« Dans ses suggestions, le Comité national américain avait été encore plus loin que l'article 2 de la Convention, et il avait proposé un article V ainsi rédigé :

„Les pays contractants s'engagent, sans préjudice des dispositions de la Convention et sans préjudice d'autres droits accordés aux nationaux d'autres pays, à assurer aux personnes admises au bénéfice de la Convention la même protection de la propriété industrielle que leurs lois accordent à leurs propres nationaux et aux personnes domiciliées sur leur territoire. »

On rencontre tout d'abord, dans cet article, la substance de l'article 2 de la Convention et on y trouve même davantage.

En effet, si l'on veut considérer les droits ouverts à l'étranger unioniste dans un pays de l'Union en vertu de l'article V du P. D. I., cet étranger jouira :

- 1° des droits reconnus par les lois internes aux nationaux;
- 2° des droits reconnus spécialement par la Convention;
- 3° des droits qui auraient pu être consentis à d'autres étrangers en vertu d'autres traités internationaux.

Selon la Convention d'Union, l'unioniste jouit bien des deux premières catégories de droits, mais la troisième catégorie ne lui est pas expressément reconnue.

Il est bon que cette troisième catégorie de droits accordés aux nationaux d'autres pays soit englobée dans la Convention à l'avenir. En effet, on peut concevoir qu'un pays fasse naître à la faveur de traités bilatéraux des droits plus perfectionnés que ceux de la Convention. Il est prudent de réserver à l'avance à l'unioniste le bénéfice d'une sorte de clause de la nation la plus favorisée. Grâce à cette formule remarquable, la Convention d'Union va incorporer automatiquement dans son texte, dans chaque pays, les dispositions les plus neuves qui pourraient se trouver incluses dans des traités bilatéraux ou multilatéraux. Pour donner un exemple, l'étranger unioniste en France pourra non seulement revendiquer le bénéfice de toutes les lois françaises et de la Convention d'Union, mais encore il pourra se prévaloir du régime de protection très perfectionné que la France a fait insérer dans de nombreux traités bilatéraux en ce qui concerne la protection des appellations d'origine et la répression des fausses indications de provenance. Comme on le devine, les conséquences de cet

article V seront beaucoup plus étendues qu'on ne saurait le mesurer. Mais comme il introduit dans la Convention un dynamisme interne, nous le recommandons. »

Ainsi, Marcel Plaisant, dont l'autorité en matière de droit unioniste ne saurait être contestée, recommandait de suivre la suggestion de la délégation américaine tendant à ce que l'étranger bénéficie, non seulement des droits reconnus par les lois internes et des droits spécifiquement unionistes, mais encore des droits consentis à d'autres étrangers en vertu d'autres traités internationaux.

Marcel Plaisant souhaitait donc en 1933 — et a réitéré ce souhait dans son ouvrage plus récent de 1949 (*Traité de droit conventionnel international concernant la propriété industrielle*, p. 27 à 28) — une réforme de la Convention sur ce point, ce qui démontre *a contrario* que le texte de La Haye n'impose pas la jouissance de ces derniers droits en faveur des étrangers. Comme le texte de l'article 2 n'a pas été modifié depuis la Conférence diplomatique de La Haye, on se trouve aujourd'hui dans la même situation qu'au moment où Marcel Plaisant écrivait son ouvrage (1933). Seules les dispositions propres à la Convention générale de 1883 peuvent être invoquées. Ainsi, selon l'esprit et conformément à la lettre de l'article 15, les arrangements particuliers, pris en vertu de cet article dans le cadre de la Convention générale, ne sont accessibles qu'aux ressortissants des pays signataires de ceux-ci et aux personnes assimilées.

* * *

Nous désirons ouvrir ici une parenthèse pour réfuter une argumentation développée par M. Gabriel Frayne de New-York, dans un article intitulé « Le brevet CEE (Marché commun) et le principe de l'égalité de traitement », publié dans la *Propriété industrielle* de mai 1962. Dans cet article, M. Frayne donne de l'article 15 de la Convention de 1883 une interprétation à notre avis arbitraire et tendancieuse. A ses yeux, un arrangement particulier contreviendrait aux dispositions de la Convention s'il portait atteinte « au principe fondamental de l'égalité de traitement ». Passant en revue divers arrangements particuliers existants, il constate que ceux-ci n'y porteraient pas atteinte, tandis qu'un arrangement sur le brevet européen, inaccessible aux ressortissants de pays non signataires, violerait ce principe. L'argumentation est basée sur une distinction entre, d'une part, les arrangements existants qui apporteraient des facilités au point de vue des formalités de dépôt ou de procédure, sans conférer aux nationaux bénéficiaires aucun droit substantiel qui ne fût déjà donné par leurs législations nationales respectives et, d'autre part, l'arrangement créant un brevet européen, qui serait d'une nature toute différente car il assurerait, quant au fond, une protection supérieure à celle qui résulte des lois nationales.

Tout d'abord, l'argumentation de M. Frayne repose sur une interprétation arbitraire du mot « avantages » apparaissant dans l'article 2 de la Convention de 1883. Suivant cette interprétation, les « avantages » dont l'étranger devrait bénéficier au même titre que le national devraient être :

- 1° des avantages qui se manifestent sur le plan national, à l'exclusion d'avantages qui consisteraient dans la possibilité d'acquisition par le national de droits dans des pays étrangers, de sorte qu'un arrangement qui donne de telles possibilités pourrait, sans qu'il y ait violation de l'article 2, ne pas jouer en faveur du ressortissant d'un pays non signataire;
- 2° des avantages substantiels sur le plan de l'étendue de la protection (avantages de fond), alors que de simples avantages dans le domaine des formalités et de la procédure ne seraient pas à prendre en considération, d'où cette conséquence que, si un arrangement modifie en faveur du national l'étendue de la protection, le ressortissant d'un pays non signataire serait fondé à en revendiquer le bénéfice; au contraire, le bénéfice d'un arrangement qui ne confère que des avantages d'ordre procédural pourrait être refusé à ce même ressortissant sans qu'il y ait violation de l'article 2 de la Convention.

A notre avis, rien ne justifie une telle interprétation restrictive du mot « avantage ». Les avantages conférés par un arrangement particulier, qu'ils produisent leurs effets sur le seul territoire national ou ailleurs, qu'ils soient d'ordre procédural ou touchent la substance du droit, devraient dans tous les cas pouvoir être invoqués par l'étranger si, comme le soutient M. Frayne, on pouvait admettre qu'un arrangement particulier puisse être assimilé à la loi nationale, ce qui n'est pas le cas.

Par ailleurs, il est inexact que les avantages des arrangements existants se bornent à des simplifications de formalités ou autres facilités procédurales. Les droits de propriété industrielle ne se limitent pas au dépôt ou à l'enregistrement. Ces droits ont une durée déterminée, ils font l'objet de mutations de propriété et, en matière de marques de fabrique par exemple, leur conservation implique une continuité dans le temps. Or, tous les spécialistes savent qu'en matière de marques internationales (Arrangement de Madrid en particulier), la nationalité du déposant, du cédant et du cessionnaire joue un rôle décisif en ce qui concerne la solution de ces problèmes et que le résident d'un pays non signataire ne peut pas du tout prétendre à l'égalité de traitement avec le national bénéficiaire.

Il est d'ailleurs un arrangement particulier dont M. Frayne ne parle pas. C'est l'Arrangement de Neuchâtel pour la conservation et la restauration des droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale. M. Frayne ne peut pas ignorer que les Etats-Unis, ayant refusé de signer cet Arrangement, et ne pouvant par conséquent pas s'en prévaloir, ont signé des conventions bilatérales inspirées du *Boykin Act*, notamment l'accord franco-américain du 4 avril 1947, et qu'en vertu de cet accord, l'Américain qui bénéficie d'un moratoire pour le dépôt tardif d'une demande de brevet en France, en revendiquant la priorité unioniste, voit la durée de son brevet amputée d'une fraction qui peut être considérable (tout comme le Français déposant aux Etats-Unis), et que l'on ne peut par conséquent pas parler à cet égard d'une égalité de traitement entre l'Américain et le Français, qui a le droit, aux termes de l'Arrangement de Neuchâtel, d'invoquer la priorité tardive d'un premier dépôt à l'étranger sans que la

durée de son brevet s'en trouve limitée. Il est à noter que l'attitude prise par les Etats-Unis en refusant de participer à l'Arrangement de Neuchâtel, alors qu'ils avaient, par leur loi nationale, accordé certains avantages à leurs ressortissants, a eu pour effet de ressusciter dans des accords bilatéraux la réciprocité législative que certains juristes américains entendent maintenant combattre.

En réalité, l'interdiction de contrevenir « aux dispositions de la présente Convention » (art. 15) ne saurait viser que l'égalité de traitement à l'égard des *lois nationales respectives*, et non pas à l'égard d'arrangements ou de traités internationaux qui, même pris dans le cadre de la Convention, ne se confondent nullement avec celle-ci. Cela est si vrai que la notion même d'« arrangement particulier » perdrait toute signification si un ressortissant de pays non signataire était fondé à en revendiquer le bénéfice, ce qui reviendrait à identifier l'arrangement particulier avec la Convention générale quant au statut de leurs bénéficiaires.

Il n'y a pas, en réalité, deux catégories distinctes d'arrangements particuliers, mais une seule, et leur bénéfice ne joue qu'en faveur des ressortissants des pays signataires. Ils sont licites, au sens du droit unioniste, tant qu'ils respectent les dispositions de la Convention générale, et notamment l'article 2, c'est-à-dire s'ils ne portent pas atteinte au principe de l'égalité de traitement vis-à-vis de la *loi nationale* et, comme Marcel Plaisant l'a écrit, l'article 2 de la Convention ne va pas jusqu'à donner à l'étranger le bénéfice de « droits qui auraient pu être consentis à d'autres étrangers en vertu d'autres traités internationaux », fussent-ils des arrangements particuliers au sens de l'article 15.

* * *

Indépendamment de cette interprétation sur le plan élevé des principes juridiques, examinons de plus près, à l'aide d'un exemple concret, ce qui se passerait dans un pays de la Convention relatif au brevet européen, où le titre européen assurerait une protection plus large que le brevet national.

Supposons que la Grande-Bretagne adhère à la Convention. Le brevet national y protège une invention nouvelle rentrant dans le concept de *new manner of manufacture* et la jurisprudence considère que l'application nouvelle d'un produit connu n'est pas *a new manner of manufacture*. La loi interne ne protège donc pas une telle application (ce que nous disons à propos de la Grande-Bretagne s'applique *mutatis mutandis* à l'absence de protection du produit en soi en Allemagne ou en Hollande, ou du procédé de préparation d'un produit pharmaceutique en Italie par exemple).

Par hypothèse, au contraire, la Convention relative au brevet européen protégera l'application nouvelle d'un produit connu (sous réserve, bien entendu, du critère de brevetabilité basé sur la notion d'évidence; art. 13 du projet Haertel).

Deux possibilités peuvent alors être envisagées:

On laisse la Grande-Bretagne laisser inchangée sa loi nationale, ou bien elle l'harmonisera avec les dispositions du brevet européen.

Dans la seconde hypothèse, celle de l'harmonisation, l'étranger bénéficiera bien entendu des dispositions plus avantageuses de la loi nationale amendée.

Mais si la Grande-Bretagne choisit de laisser sa loi nationale inchangée, elle ne pourra pas intégrer la Convention sur le brevet européen dans sa législation sans aucune restriction ni réserve, puisqu'on aboutirait à l'absurdité de se trouver en présence de deux lois nationales en conflit, l'une protégeant ce que l'autre refuse de protéger. Il faudra bien qu'en intégrant la Convention dans sa législation nationale, la Grande-Bretagne l'intègre *in globo*, c'est-à-dire en précisant qu'il s'agit d'un titre délivré par une autorité supranationale, ayant une extension extraterritoriale et qui ne produit par conséquent ses effets en Grande-Bretagne que *dans la mesure où il les produit également dans les autres pays, et notamment dans le pays du demandeur qui entend en bénéficier*.

Dépouiller la mesure législative qui intégrerait la Convention dans la législation nationale de cette restriction, ce serait en revenir à modifier « la loi nationale respective », ce qui ramènerait à la première hypothèse.

Admettre qu'un étranger revendique les droits attachés au brevet européen tout en récusant les obligations attachées à celui-ci nous paraît d'autre part inadmissible. Ces droits et obligations forment un tout et il serait tout aussi exorbitant de prétendre au bénéfice d'une disposition avantageuse sans supporter les obligations qui en sont la contrepartie, que de se prévaloir d'un article d'une loi tout en rejetant d'autres dispositions de cette même loi.

L'étranger pourrait-il soutenir que ce point de vue tendrait à ressusciter la notion, aujourd'hui condamnée, de la « réciprocité législative »?

Nous ne le pensons pas. La réciprocité législative, qui était la règle dans les traités bilatéraux et multilatéraux antérieurs à la Convention de 1883 et que cette même Convention a fort justement fait disparaître, consistait à n'accorder à l'étranger un avantage de la loi nationale qu'à la condition que le national bénéficie du même avantage dans le pays de cet étranger. Ici encore, on ne saurait mieux faire que de relire ce qu'écrivait Marcel Plaisant à ce sujet (p. 30 à 33 de l'ouvrage susvisé de 1933).

En 1925, à la Conférence diplomatique de La Haye, la délégation américaine, se plaignant de ce que la plupart des législations nationales imposaient aux Américains des charges (paiement d'ammités, obligation d'exploitation) qui n'existent pas dans la loi américaine, voulaient introduire dans la Convention de 1883 une stipulation de réciprocité par laquelle les Etats-Unis se réservaient d'introduire dans leur législation des obligations qui n'auraient joué qu'à l'égard des étrangers. Cette prétention, qui aurait été la négation même du droit unioniste, fut repoussée.

En réalité, le principe condamné de la réciprocité législative est basé sur la notion d'un correctif apporté à une disparité excessive des législations nationales, telle que certains pays donnent aux ressortissants d'autres pays des droits étendus, alors que les ressortissants des premiers reçoivent des droits beaucoup moins étendus des autres pays. La justification de la non-accessibilité au brevet européen repose sur une idée toute différente, à savoir les caractères particuliers d'un droit européen *sui generis*, que l'on ne peut dépouiller d'une manière arbitraire de son caractère extraterritorial et

supranational sous peine de le dénaturer, car l'assimilation à un droit purement national serait, sur de nombreux points, en contradiction avec la loi nationale spéciale, par hypothèse non ahrogée.

La nature même des dispositions de l'avant-projet de Convention sur le brevet européen est en contradiction avec la notion de « lois respectives » en considération de laquelle a été posé le principe d'assimilation par la Convention de 1883. Cet avant-projet juxtapose en effet aux lois nationales une réglementation de caractère supranational qui ne répond pas au concept de « lois respectives », lequel vise exclusivement les lois nationales.

En définitive, la coexistence du brevet national et du brevet européen, non seulement laisse au ressortissant d'un pays tiers la possibilité d'être protégé conformément à l'article 2 de la Convention, c'est-à-dire d'obtenir l'application des lois nationales respectives, mais encore fait obstacle à ce qu'il jouisse du brevet européen, celui-ci ne relevant pas d'une loi nationale.

L'apparente contradiction entre l'assimilation de l'étranger au national et la non-accessibilité au brevet européen aux ressortissants de pays tiers nous paraît donc s'expliquer par le caractère révolutionnaire du droit européen, tel que l'envisage le projet Haertel, qui le distingue des droits classiques résultant des législations nationales, de la Convention d'Union ou des traités bilatéraux et multilatéraux habituels et par le fait que les délégués à la Conférence diplomatique de 1883 ou aux conférences de révision ultérieure sont partis — et pour cause — des concepts classiques de *droit territoriaux conférés par la puissance publique d'Etats souverains*.

Les auteurs qui étudient le droit unioniste sont unanimes à insister sur le principe de territorialité de la Convention de 1883. Dans le *Répertoire des brevets d'invention en droit international privé*, de Marcel Plaisant et Fernand-Jacq (Sirey, 1929), page 41, n° 36, on lit :

« La Convention est ... basée sur le respect de la législation interne; c'est une application du principe de la territorialité. »

Le passage cité précédemment des pages 27 et 28 de l'ouvrage de M. Plaisant confirme ce point de vue (voir également Mathély, *Le Jurisclasseur commercial, Brevets d'invention*, fascicule XXVI, n° 37^{bis}, 50 et 53; Ronbier, p. 232 et 270 à 274).

* * *

En conclusion, l'assimilation des ressortissants de pays tiers aux nationaux ne saurait s'étendre à une Convention sur le brevet européen, en raison du caractère exorbitant de cet Arrangement à l'égard de la Convention de 1883, tant en ce qui concerne l'extension extraterritoriale des droits qu'il confère que la supranationalité des autorités qui auront à délivrer les titres et à en contrôler la validité. La non-accessibilité des ressortissants de pays tiers au brevet européen et plus généralement aux titres européens de propriété industrielle ne saurait donc être appréciée en faisant appel à l'article 2 de la Convention de 1883, qui s'applique exclusivement aux droits nationaux classiques.

Accessibilité au brevet européen et Union de Paris

Professeur Eugen ULMER, Munich

A. Présentation de la question

L'avant-projet de Convention relative à un droit européen des brevets, que les Secrétaires d'Etat des six Etats membres du Marché commun ont décidé de rendre public, est une œuvre qui non seulement est parvenue à une conception générale claire, mais prévoit déjà une réglementation détaillée du droit européen des brevets, susceptible de devenir unique. Cependant, pour quelques questions, les auteurs du projet ont proposé des solutions sous forme d'alternative, afin de tenir compte de la divergence des points de vue représentés. C'est le cas, en particulier, pour la question de ce qu'il est convenu d'appeler l'accessibilité, c'est-à-dire de déterminer quelles personnes seront autorisées à présenter une demande de brevet européen.

1. — Pour réglementer cette question, l'article 5 de l'avant-projet prévoit deux variantes: D'après la première variante, la délivrance d'un brevet européen doit pouvoir être sollicitée par quiconque désire obtenir une protection de son invention qui ait effet sur l'ensemble du territoire des Etats contractants. La deuxième variante limite au contraire la catégorie des personnes bénéficiant de ce droit aux personnes physiques et morales (ainsi qu'aux sociétés assimilées à des personnes morales en vertu de la législation nationale) qui ont la nationalité d'un des Etats contractants; elle met en outre à la demande de brevet européen une condition: l'introduction préalable d'une ou plusieurs demandes de brevet national, constituant un premier dépôt au sens de l'article 4 de la Convention de Paris. Dans la remarque jointe à l'article 5, les auteurs de l'avant-projet indiquent à ce propos que les deux variantes constituent des solutions extrêmes, entre lesquelles des solutions intermédiaires peuvent être imaginées.

2. — Nous nous bornerons, dans cette étude, à examiner si seuls les ressortissants des Etats contractants doivent être admis à demander un brevet européen ou si, de surcroît, les ressortissants des pays de l'Union de Paris doivent l'être également.

L'importance de la question est évidente. L'avant-projet, certes, ne dit rien sur les différents Etats qui signeront la Convention. Mais il va de soi que ce sont d'abord les six pays actuellement membres du Marché commun qui sont visés. Notre regard se tourne également dès à présent vers la Grande-Bretagne et les autres Etats dont l'adhésion au Traité de Rome paraît possible. A cet égard, d'ailleurs, l'article 211 de l'avant-projet, tel qu'il est prévu, confère dans une certaine mesure à la Convention le caractère de convention ouverte: tous les pays de l'Union de Paris doivent pouvoir demander à y adhérer. Le Conseil d'administration ou tout autre organe représentatif des Etats contractants peut statuer sur cette demande, à l'unanimité seulement, il est vrai; une partie du groupe de travail qui a élaboré le projet a été en outre d'avis que la possibilité d'adhésion soit limitée aux Etats européens.

Quoiqu'il en soit, dans tous les cas, il ne faudrait compter qu'avec un nombre limité d'Etats contractants. Il s'en suit que la question reste posée de savoir si le droit à la délivrance d'un brevet européen doit rester limité aux ressortissants de ces Etats ou être étendu également à ceux d'autres Etats.

3. — Lorsque l'on prend en considération les règles de la Convention de Paris, on se trouve aux prises avec un point de droit: les ressortissants de chacun des pays de l'Union jouissent en vertu de l'article 2 de ladite Convention, en ce qui concerne la protection de la propriété industrielle, dans tous les autres pays de l'Union, des avantages que les lois respectives des Etats accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux. D'autre part, les ressortissants des pays ne faisant pas partie de l'Union, qui sont domiciliés ou ont des établissements industriels ou commerciaux effectifs et sérieux sur le territoire de l'un des pays de l'Union, sont assimilés, en vertu de l'article 3 de la Convention de Paris, aux ressortissants des pays de l'Union.

Or, les Etats membres du Marché commun appartiennent tous à l'Union de Paris. Il s'agit donc de savoir s'ils sont tenus, après la conclusion de l'accord sur un droit européen des brevets, d'accorder le brevet européen aux ressortissants de l'Union et aux personnes qui y sont assimilées, ou s'ils satisfont à l'engagement qu'ils ont pris de leur garantir un traitement national en offrant simplement à ces personnes la possibilité de demander les brevets nationaux qui existent déjà.

4. — En ce qui concerne la bibliographie, le problème qui nous occupe a fait jusqu'ici l'objet d'études de MM. Stephen P. Ladas, Frayne et Saint Gal¹⁾. MM. Ladas et Frayne aboutissent à la conclusion que le principe du traitement national énoncé dans les articles 2 et 3 de la Convention de Paris interdit d'exclure du bénéfice du brevet européen les ressortissants de pays membres de l'Union qui ne sont pas parties à la Convention relative à un droit européen des brevets, et les personnes qui leur sont assimilées.

M. Saint Gal, quant à lui — sans prendre parti sur le fond du problème — rapporte les points de vue que l'on a fait valoir dans les milieux d'experts des pays du Marché commun. Outre le point de vue qui coïncide avec la conception de MM. Ladas et Frayne, il expose notamment les contre-arguments suivants:

a) Les Etats qui élaborent la Convention relative à un droit européen des brevets sont disposés à renoncer à une part de leur souveraineté, dans la mesure où ils ont l'intention de transférer des pouvoirs de souveraineté à l'Office européen des brevets. On ne peut exiger que les ressortissants d'autres Etats de l'Union qui ne consentent pas un tel sacrifice bénéficient également des avantages qui en résulteront. De plus, la Convention relative à un droit européen des brevets prévoit une juridiction spéciale et il semble délicat de soumettre à cette juridiction les ressortissants d'autres pays de l'Union.

¹⁾ Ladas, dans *La Propriété industrielle*, 1962, p. 35 et suiv. (texte anglais: *Industrial Property*, 1962, p. 23 et suiv.); Frayne, dans *La Propriété industrielle*, 1962, p. 134 et suiv. (texte anglais: *Industrial Property*, 1962, p. 126 et suiv.); Saint Gal, dans la *Revue du Marché commun*, 1961, p. 325 et suiv., et *Revue internationale de la propriété industrielle et artistique*, 1962, p. 200 et suiv.

b) La Convention envisagée semble être compatible avec la Convention d'Union de Paris parce qu'elle constitue un arrangement particulier au sens de l'article 15 de ladite Convention. Mais si l'on accordait également les avantages de ces arrangements aux ressortissants d'autres Etats que les Etats qui y sont parties, il en résulterait que les Etats tiers verraient diminuer l'intérêt qu'ils auraient à adhérer à de tels arrangements, l'adhésion entraînant pour eux des obligations et des charges. On invoque à ce propos, à titre d'exemple, l'Arrangement de Madrid concernant les marques, qui limite l'accès au dépôt international aux ressortissants des Etats contractants et aux personnes assimilées.

5. — Pour préciser ces points de droit, il convient d'examiner d'abord quelle relation existe entre les règles concernant le traitement national et celles concernant la conclusion d'arrangements particuliers, telles que les stipule la Convention de Paris. L'obligation d'appliquer le traitement national subit-elle une restriction du fait que les pays de l'Union se sont réservé, par l'article 15 de la Convention de Paris, le droit de conclure entre eux des arrangements particuliers? Ou bien, cette obligation subsiste-t-elle dans toute sa force, de sorte que les avantages dont jouissent les nationaux, pour la protection de la propriété industrielle, en vertu de l'arrangement particulier, peuvent également être revendiqués par les ressortissants des pays de l'Union qui n'ont pas adhéré à l'arrangement particulier? Nous étudierons, à la suite, plus particulièrement les arrangements qui prévoient un dépôt unitaire ayant effet dans l'ensemble des Etats contractants et, avant tout, l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce et l'Arrangement de La Haye concernant le dépôt international des dessins ou modèles. Il conviendra d'examiner, en se référant à ces Arrangements, les autres arguments pour ou contre l'application du principe du traitement national et d'en tirer des conclusions pour la Convention projetée, relative à un droit des brevets.

B. Traitement national et arrangements particuliers

I. Généralités

1. — Le principe du traitement national, qui est énoncé par l'article 2 de la Convention de Paris, constitue l'un des piliers fondamentaux de cette Convention qui, tout comme la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, est fondée sur les règles du traitement national et de la protection minimum²⁾.

Au sujet de la portée du principe du traitement national et de la position de ce principe à l'égard d'autres règles de convention, il est particulièrement intéressant d'examiner comment s'applique le traitement national à l'égard des droits particuliers que la Convention assure aux ressortissants des pays de l'Union, indépendamment de leur législation nationale. Que se passe-t-il lorsque les pays de l'Union accordent à leurs nationaux des droits plus étendus que ceux prévus

²⁾ Osterrieth-Axster, *Pariser Konvention* (Convention de Paris), Berlin, 1903, p. 9; Ladas, *International Protection of Industrial Property* (Protection internationale de la propriété industrielle), Harvard University Press, Cambridge, 1930, p. 203.

par la Convention dans le domaine des règles relatives aux droits particuliers? Les ressortissants d'autres pays de l'Union peuvent-ils alors revendiquer également ces droits plus étendus ou ne peuvent-ils bénéficier que des droits spéciaux prévus par la Convention?

Tandis qu'il n'a guère été contesté, en ce qui concerne la Convention de Paris, que le principe du traitement national n'est pas affecté par les droits particuliers de la Convention³⁾, cette question a fait à certains moments l'objet de violentes contestations à propos de la Convention de Berne. Le problème s'est d'abord posé pour le droit de traduction. La Convention ne prévoyant, dans sa version originale, qu'une protection de la traduction limitée à 10 ans, on pouvait se demander si les auteurs d'œuvres protégées par la Convention d'Union pouvaient revendiquer une protection plus étendue lorsqu'une législation nationale prévoyait une telle protection pour des œuvres d'origine nationale. En ce qui concerne le droit de traduction, il a fallu répondre négativement à cette question, car l'on doit supposer que ce droit avait trouvé, dans la Convention de Berne, une réglementation spéciale et complète⁴⁾. Toutefois, certains auteurs en tirèrent à tort la conclusion que le principe du traitement national devait cesser de s'appliquer dans tous les cas où la Convention prévoyait des droits spéciaux⁵⁾. Le Bureau international a très rapidement désavoué cette opinion⁶⁾. Mais, pour quelque temps, la question est restée controversée. La rédaction peu satisfaisante de l'article 19 de la Convention de Berne lors de la Conférence de révision de Berlin, en 1908, contribua à entretenir la controverse. Mais la nouvelle rédaction donnée à l'article 19 de la Convention de Berne lors de la Conférence de révision de Bruxelles précisa de manière définitive que les dispositions relatives aux droits particuliers n'entraînaient aucune limitation du principe du traitement national⁷⁾.

2. — L'article 15 de la Convention de Paris traite des *arrangements particuliers*. Le texte de cette disposition est le suivant:

« Il est entendu que les pays de l'Union se réservent respectivement le droit de prendre séparément, entre eux, des arrangements particuliers pour la protection de la propriété industrielle, en tant que ces arrangements ne contreviendraient point aux dispositions de la présente Convention. »

³⁾ Cf. Actes de la Conférence de La Haye, p. 224, 333, 413, 536; Ladas, *op. cit.*, p. 175; Pelletier et Vidal-Naquet, *La Convention d'Union pour la protection de la propriété industrielle*, Paris, 1902, p. 30 et suiv.; d'autres avis sont Pillet, *Régime international de la propriété industrielle*, Paris, 1911, p. 236 et suiv., et Donzel, *Commentaire de la Convention de 1883*, p. 278 et suiv.

⁴⁾ Cf. Ulmer, *Urheber- und Verlagsrecht* (Droit d'auteur et d'édition), 2^e édition, 1960, p. 78.

⁵⁾ Baum, *Gewerblicher Rechtsschutz und Urheberrecht (GRUR)*, 1928, p. 689, 691; *id.*, *GRUR*, 1950, p. 468; Hoffmann, *GRUR*, 1928, p. 897, 901; *id.*, *Berner Uebereinkunft* (Convention de Berne), Berlin, 1935, p. 17 et 21. Cf. également à ce sujet Röthlisberger, *Berner Uebereinkunft* (Convention de Berne), Berne, 1903, p. 29.

⁶⁾ *Le Droit d'Auteur*, 1909, p. 46. Cf. également Potu, *La Convention de Berne*, Paris, 1914, p. 16.

⁷⁾ Texte de l'article 19 de la Convention de Berne révisée. Texte de Berlin: « Les dispositions de cette Convention n'empêchent pas de revendiquer l'application des dispositions plus larges qui seraient édictées en faveur des étrangers en général par la législation d'un pays de l'Union ». Texte de Bruxelles: « Les dispositions de la présente Convention n'empêchent pas de revendiquer l'application des dispositions plus larges qui seraient formulées par la législation d'un pays de l'Union ». Cf. à ce sujet *Actes de la Conférence de Bruxelles* (1948), p. 378 et 380.

a) Les arrangements particuliers, au sens de la présente disposition, sont aussi bien des accords bilatéraux que des accords multilatéraux. Ces derniers peuvent aboutir à la création d'une union plus étroite entre les États signataires de l'arrangement particulier, appelée « Union restreinte ».

b) Les arrangements particuliers, au sens de l'article 15 de la Convention de Paris, sont aussi bien des accords ouverts que des accords fermés. On entend par accords ouverts les accords qui prévoient la possibilité d'adhésion d'autres pays de l'Union. Constituent des exemples d'accords ouverts les arrangements dits connexes conclus dans le cadre de l'Union de Paris, l'Arrangement de Madrid concernant la répression des fausses indications de provenance, l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, l'Arrangement de La Haye concernant le dépôt international des dessins ou modèles industriels et l'Arrangement de Lisbonne concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international. Il est uniformément prévu, dans ces accords, que tous les pays membres de l'Union de Paris seront admis à y adhérer sur demande.

c) Un accord qui va plus loin que les arrangements particuliers traditionnels, par le fait qu'il prévoit, comme cela est envisagé pour la Convention relative à un droit européen des brevets, un transfert de droits de souveraineté à la communauté, doit également être considéré comme un arrangement particulier au sens de l'article 15 de la Convention de Paris.

Les engagements de droit international souscrits par les États contractants du fait de leur adhésion à la Convention de Paris ne sont pas affectés par ce transfert de droits de souveraineté. Les États contractants ne peuvent, en particulier, se décharger de leurs engagements en transférant certaines compétences à la communauté dont ils relèvent⁸⁾. Ils doivent au contraire veiller à ce que l'accord qui implique le transfert de droits de souveraineté soit conforme à leurs engagements de droit international. C'est dans cet esprit que l'article 8 de l'avant-projet stipule expressément que la Convention n'affecte pas les engagements souscrits par les États contractants en vertu d'autres accords internationaux.

II. Relations entre traitement national et arrangements particuliers

1. — Par la conclusion d'un arrangement particulier, les États contractants peuvent accorder à leurs ressortissants des droits plus étendus que ceux prévus par la Convention de Paris. Un arrangement particulier pourrait, par exemple, avoir pour objet la création d'une Union restreinte, dans le cadre de laquelle une durée de protection minimum serait fixée pour les brevets. L'arrangement particulier peut prévoir expressément que les nationaux bénéficieront aussi des droits qu'il accorde. Toutefois, même lorsque la réglementation prévue dans l'arrangement ne s'applique pas directement aux nationaux, il est normal que les États contractants ne placent pas leurs propres ressortissants dans une situation plus défavorable que les ressortissants des autres États contractants.

⁸⁾ Hackworth, *Digest of International Law* (Recueil de droit international), Washington, 1944, V, p. 360, 366; Berber, *Lehrbuch des Völkerrechts* (Manuel de droit international), Munich, 1960, p. 102, 246, 253, 257; Oppenheim-Lauterpacht, *International Law* (Droit international), 7^e édition, Londres, 1952, I § 23.

signataires de l'arrangement particulier et qu'ils modifient par conséquent le droit national conformément aux règles de cet arrangement.

Si, de cette manière, la protection dont jouissent les ressortissants d'un Etat est améliorée directement ou indirectement par un arrangement particulier, il résulte du principe du traitement national que les ressortissants des pays de l'Union de Paris qui n'ont pas adhéré à l'arrangement particulier bénéficient également de cette amélioration. Il se produit donc, en pareil cas, une extension des avantages accordés par l'arrangement particulier à des personnes n'entrant pas dans la catégorie des ressortissants des Etats contractants signataires de cet arrangement.

2. — L'argumentation juridique qui précède est fondée sur l'opinion que le principe du traitement national ne subit aucune limitation du fait de l'autorisation de conclure des arrangements particuliers prévue à l'article 15 de la Convention de Paris.

On ne trouve pas, jusqu'à présent, d'opinion contraire dans les commentaires spécialisés. Toutefois, dans la discussion sur le rapport existant entre la Convention relative à un droit européen des brevets et la Convention de Paris — ainsi qu'il résulte des articles de M. Saint Gal — en est venu à penser qu'il n'y a pas violation du principe du traitement national, puisque l'article 15 de la Convention de Paris réserve aux pays de l'Union le droit de conclure des arrangements particuliers. Tout comme antérieurement, à propos de la Convention révisée de Berne, on avait exprimé l'opinion que le principe du traitement national devait céder le pas aux règles de la Convention relatives aux droits particuliers, il semble que l'on ait estimé, dans le cas présent, que le principe du traitement national fût limité par la disposition relative aux arrangements particuliers.

3. — Le problème ainsi posé se présente pour la Convention de Berne révisée, dont l'article 20 réserve à son tour aux pays de l'Union le droit de conclure des arrangements particuliers, de la même façon que pour la Convention de Paris. Aussi est-il indiqué d'examiner simultanément les problèmes pour les deux Conventions.

A l'appui de la thèse selon laquelle le principe du traitement national est limité par l'autorisation de conclure des arrangements particuliers, on pourrait invoquer l'argument ci-après. Lorsqu'un certain nombre de pays de l'Union s'unissent pour former une Union restreinte, dans laquelle une protection minimum d'un degré déterminé est prévue, l'importance de l'arrangement particulier diminue si les avantages qu'il comporte sont également étendus aux ressortissants des pays de l'Union qui n'accordent pas, pour leur part, une protection minimum équivalente. De même, l'intérêt que présente pour d'autres Etats l'adhésion à l'arrangement particulier, lorsqu'il s'agit d'un arrangement ouvert, diminue si les ressortissants de ces Etats peuvent invoquer les règles dudit arrangement, dans les Etats contractants qui l'ont signé, sans qu'une adhésion soit nécessaire.

Il ne faut toutefois pas oublier, à l'encontre de ces considérations, que le principe du traitement national est un prin-

cipe fondamental aussi bien de la Convention de Paris que de la Convention de Berne. Ni le texte des conventions, ni l'application par analogie d'autres règles de convention ne fournissent d'arguments permettant de supposer que ce principe est limité par l'autorisation, prévue dans les deux Conventions, de conclure des arrangements particuliers. Au contraire, la restriction visée aussi bien à l'article 15 de la Convention de Paris qu'à l'article 20 de la Convention de Berne révisée, restriction selon laquelle les arrangements particuliers ne doivent pas contrevenir aux dispositions de la Convention principale, souligne la primauté des règles générales de la Convention.

L'hypothèse selon laquelle le principe du traitement national serait limité par l'autorisation de conclure des arrangements particuliers ne se justifierait donc que si l'on devait constater que l'application illimitée du principe du traitement national porte généralement une telle atteinte à la valeur et à l'importance des arrangements particuliers, que l'autorisation de conclure des arrangements particuliers, visée à l'article 15 de la Convention de Paris et à l'article 20 de la Convention de Berne révisée, perdrait son sens. Un examen plus approfondi nous montre cependant qu'il n'en est pas ainsi. Même en cas d'application non limitée du principe du traitement national, il reste, aussi bien dans le cadre de l'Union de Paris que dans celui de l'Union de Berne, suffisamment de marge pour la conclusion d'arrangements particuliers qui continuent par conséquent à présenter un réel intérêt. Nous développerons cette question ci-dessous, en partant de cas concrets typiques.

III. Cas concrets typiques

1. — Le principe du traitement national peut-il entraîner une extension non désirée par les signataires d'un arrangement particulier, aux ressortissants d'autres Etats de l'Union, des avantages que comporte cet arrangement? Cette question ne se pose *a priori* que pour les arrangements prévoyant une limitation des bénéficiaires de ces avantages.

Toutefois, cette limitation n'est pas caractéristique des arrangements particuliers. Au contraire, elle fait défaut dans un certain nombre de cas typiques, et notamment dans les arrangements conclus entre certains pays de l'Union de Paris en vue d'uniformiser le droit matériel ou le droit de procédure.

De tels arrangements sont par exemple l'Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services auxquels s'appliquent les marques de fabrique ou de commerce (15 juin 1957), ainsi que la Convention européenne relative aux formalités prescrites pour les demandes de brevet (11 décembre 1953) et la Convention sur la Classification internationale des brevets d'invention (19 décembre 1954), conclues dans le cadre des travaux d'unification de la législation européenne. D'autres accords européens de cette nature sont en cours de préparation, parmi lesquels il convient de signaler notamment le projet de Convention relative à l'unification de certains éléments du droit matériel des brevets d'invention, élaboré dans le cadre du Conseil de l'Europe.

Ces accords aboutissent à une unification de certaines règles du droit national. Les effets des modifications du droit na-

tional qu'ils entraînent ne doivent pas rester limités aux ressortissants des Etats contractants de l'arrangement partiel. Au contraire, le principe du traitement national a pour conséquence évidente que les modifications apportées aux dispositions juridiques sur la base de tels arrangements s'appliquent également à l'égard des ressortissants d'autres pays de l'Union.

2. — En revanche, il est possible que des arrangements particuliers aient pour effet une limitation de la catégorie des personnes protégées, sans que le principe du traitement national entraîne une extension des avantages de l'arrangement à des personnes n'entrant pas dans cette catégorie.

Il en est ainsi pour les arrangements particuliers qui multiplient les critères déterminant le jeu de la protection juridique prévue par l'accord principal. C'est ainsi que la Convention de Berne, par exemple, fait une distinction entre les œuvres non publiées et les œuvres publiées. En ce qui concerne les œuvres non publiées, il faut, pour que l'auteur jouisse de la protection de l'Union, qu'il soit ressortissant de l'un des pays de l'Union (art. 4, al. [1], de la Convention de Berne révisée). En ce qui concerne, au contraire, les œuvres publiées, la condition est que la première publication soit effectuée dans un pays de l'Union (art. 4 à 6 de la Convention de Berne révisée). Cette réglementation a pour conséquence que, lorsque la première publication a eu lieu dans un pays non membre de l'Union, l'œuvre ne jouit pas de la protection de la Convention de Berne, même lorsque l'auteur est ressortissant d'un pays de l'Union. Les pays de l'Union peuvent toutefois aller plus loin et, par des arrangements particuliers, prévoir, dans leurs rapports réciproques intéressant les œuvres publiées, la nationalité comme critère supplémentaire. Un exemple de ce type d'arrangement est fourni par la Convention signée entre l'Allemagne et la République autrichienne le 15 février 1930, dont l'article 6 est rédigé comme suit :

« Les auteurs d'œuvres de littérature, d'art et de photographie ressortissants de l'un des pays contractants jouiront, pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, dans l'autre pays des mêmes droits que les auteurs nationaux, également pour les œuvres publiées pour la première fois hors du territoire de l'Union de Berne. »

Un tel accord n'a pas pour effet de permettre également aux ressortissants d'autres pays de l'Union d'invoquer, pour les œuvres publiées, le critère de la nationalité comme critère d'application. C'est ainsi qu'un ressortissant d'un autre pays de l'Union ne pourrait pas exiger, en invoquant l'accord germano-autrichien, de bénéficier en Allemagne du même traitement qu'un ressortissant autrichien. Les ressortissants des autres pays de l'Union ne jouissent du traitement national en Allemagne que si les conditions d'application de la Convention de Berne révisée sont remplies.

3. — L'exemple montre que le traitement national se différencie essentiellement de la clause de la nation la plus favorisée, telle qu'elle est habituellement prévue dans les accords commerciaux⁹⁾. La Convention de Paris ne contient

pas la clause de la nation la plus favorisée. Il en va de même pour l'Union de Berne. Si l'ancien texte de l'article 19 de la Convention de Berne révisée pouvait laisser des doutes sur le point de savoir si cette Convention contient une clause de la nation la plus favorisée en faveur des ressortissants de l'Union, le nouveau texte de cette disposition, arrêté lors de la Conférence de révision de Bruxelles, montre clairement que la clause de la nation la plus favorisée est également étrangère à la Convention de Berne révisée¹⁰⁾.

a) Juridiquement, il en résulte que le principe du traitement national, s'il interdit d'imposer aux étrangers des conditions discriminatoires — le ressortissant de l'Union ne doit pas être placé dans une situation moins favorable qu'un national — n'exige pas néanmoins d'appliquer aussi à tous les ressortissants de l'Union des conditions plus favorables accordées à une certaine catégorie d'étrangers.

De telles conditions font, par exemple, l'objet du traité de commerce du 2 août 1862, conclu entre les Etats du *Zollverein* et la France, dont l'article 28 réglemente la protection des « marques ou étiquettes des marchandises ou de leurs emballages, des dessins ou des marques de fabrique ou de commerce ». Cette disposition, qui fut également remise en vigueur après la première guerre mondiale, en vertu de l'article 289, § 1, du Traité de Versailles et qui, à plusieurs reprises, a occupé la jurisprudence¹¹⁾, prévoyait dans son paragraphe 1, en faveur des ressortissants des Etats contractants, l'application du principe du traitement national et coïncide dans cette mesure avec la règle convenue ultérieurement dans la Convention de Paris. Le § 2 de l'article 28 ajoutait la disposition suivante :

« Il n'y aura lieu à aucune poursuite en raison de l'emploi, dans l'un des deux pays, des marques de fabrique de l'autre, lorsque la création de ces marques, dans le pays de provenance des produits, remontera à une époque antérieure à l'appropriation de ces marques par dépôt ou autrement dans le pays d'importation. »

La règle visée au § 2, qui a été interprétée aussi bien dans la jurisprudence allemande que dans la jurisprudence française comme une disposition d'exécution du § 1, accordait aux ressortissants français en Allemagne et aux ressortissants allemands en France une position préférentielle dans la mesure où elle leur assurait, sur la base du premier usage de la marque dans le pays d'origine, le droit de continuer à utiliser cette marque dans l'autre pays. Du point de vue du droit allemand, il s'agissait, comme le *Reichsgericht* l'a constaté¹²⁾, du seul cas d'un droit de possession personnelle fondé sur le premier usage, reconnu dans le droit allemand relatif aux marques de fabrique. En tant que disposition impliquant des conditions plus favorables pour les étrangers, elle ne pouvait être invoquée par les ressortissants d'autres pays de l'Union de Paris.

¹⁰⁾ Les deux textes de l'article 19 de la Convention de Berne révisée sont cités ci-dessus, note 7. Consulter également, à ce propos, Säuger, *Das Verhältnis der Berner Konvention zum innerstaatlichen Urheberrecht* (Le rapport de la Convention de Berne avec le droit d'auteur national), Bâle, 1940, p. 51.

¹¹⁾ Cf. RGZ, Décisions du *Reichsgericht* en matière civile 64, p. 304 et suiv.; 67, p. 133 et suiv.; 132, p. 374 et suiv.

¹²⁾ RGZ, 132, p. 382.

⁹⁾ Cf., en ce qui concerne la distinction, Hermann Isay, dans *Zeitschrift für Völkerrecht* (Revue de droit international), vol. 12, p. 276 et suiv. (1923).

b) A ce propos, il convient en outre de mentionner les arrangements particuliers qui ont été conclus pour la protection des indications de provenance et des appellations d'origine, tels que l'Arrangement de Madrid concernant la répression des indications de provenance fausses ou fallacieuses, du 14 avril 1891, l'Arrangement de Lisbonne concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international, du 31 octobre 1958, et l'Accord entre la République fédérale d'Allemagne et la République française sur la protection des indications de provenance, des appellations d'origine et d'autres dénominations géographiques, du 8 mars 1960.

Ces arrangements ont pour but d'assurer la protection de désignations indiquant la provenance des produits d'un autre Etat contractant ou d'une région ou encore d'une localité située dans l'un de ces Etats. Dans la mesure où il ne s'agit pas de règles également incorporées dans les dispositions générales du droit national, mais de règles spéciales en faveur des indications de provenance et appellations d'origine de certains pays, il n'existe aucune obligation d'accorder également la protection prévue dans les arrangements particuliers à des désignations indiquant la provenance d'autres pays membres de l'Union de Paris.

4. — Restent les cas auxquels nous avons fait allusion au début de cet exposé (ci-dessus chiffre II). Un certain nombre de pays de l'Union concluent un arrangement particulier, prévoyant une protection minimum d'un niveau déterminé. Si, dans les Etats contractants, les avantages correspondants sont également accordés aux nationaux, il n'est pas possible d'exclure les ressortissants d'autres pays de l'Union du bénéfice de ces avantages. Il résulte au contraire du principe du traitement national que tous les ressortissants des pays de l'Union doivent être assimilés aux nationaux.

Cette règle souffre, il est vrai, une exception, dans le cas où la convention admet une dérogation au principe du traitement national. L'évolution récente du droit d'auteur international en fournit un exemple instructif. L'Union de Berne a été saisie par le Conseil de l'Europe, à la demande de la Société italienne des droits d'auteur, d'une proposition tendant à prolonger le délai de protection jusqu'à 80 ans *post mortem auctoris*. Une enquête effectuée auprès des Gouvernements des pays de l'Union a montré que seul un nombre limité de pays peuvent être gagnés à l'idée d'une prolongation du délai de protection. C'est pourquoi on envisage la conclusion d'un arrangement particulier concernant la prolongation des délais de protection, auquel tous les pays de l'Union de Berne pourraient adhérer.

Il faut noter à ce propos que, dans la Convention de Berne révisée, en ce qui concerne la durée de la protection, le principe du traitement national est supplanté par la règle de la comparaison des délais de protection. Conformément à l'article 7, alinéa (2), de la Convention de Berne révisée (texte de Bruxelles), la durée de la protection, dans le cas où un ou plusieurs pays de l'Union prévoient un délai de protection supérieur à 50 ans, dépend de la loi du pays où la protection est revendiquée. Elle ne peut toutefois dépasser la durée fixée dans le pays d'origine. Dans le cas, par conséquent, où un

arrangement particulier prolongerait le délai de protection, les œuvres dont le pays d'origine est un pays membre de l'Union de Berne qui s'en tient au délai de protection de 50 ans ne pourraient bénéficier de l'avantage que représente la prolongation.

C'est là la conséquence de la dérogation au principe du traitement national visé à l'article 7, alinéa (2), de la Convention de Berne révisée. Il est toutefois incontestable que, sans cette dérogation, toutes les œuvres qui jouissent de la protection de la Convention de Berne devraient bénéficier d'une prolongation du délai de protection qui, dans les Etats contractants signataires de l'arrangement particulier, s'applique également aux œuvres d'origine nationale. De l'autre côté, il faut tenir compte, même au cas d'un arrangement particulier visant à prolonger le délai de protection, des principes ci-après. Les Etats contractants signataires de l'arrangement peuvent, certes, priver des avantages de la prolongation les œuvres dont le pays d'origine est un pays de l'Union de Berne qui n'a pas adhéré à l'arrangement particulier et qui prévoit un délai de protection de 50 ans. Ils ne peuvent toutefois pas limiter purement et simplement les effets de la prolongation à des œuvres dont le pays d'origine est un Etat contractant signataire de l'arrangement particulier. Si, par exemple, le Portugal, dont la législation nationale prévoit une protection éternelle, n'adhérait pas à l'arrangement particulier, il résulterait nécessairement du principe du traitement national que les œuvres d'origine portugaise pourraient également bénéficier des avantages de la prolongation.

Cet exemple montre que l'effet d'extension ne peut être exclu, même lorsqu'il s'agit d'un arrangement concernant la prolongation du délai de protection, et que cet effet se produit nécessairement, qu'il s'agisse d'un arrangement ouvert ou fermé.

C. Arrangements prévoyant un dépôt commun avec effet dans plusieurs Etats contractants

1. Généralités

Il est d'un intérêt particulier de comparer la Convention projetée relative à un droit européen des brevets avec d'autres accords prévoyant un dépôt commun pour plusieurs Etats.

Parmi les différents types de conventions de ce genre connus jusqu'à présent, il convient d'en retenir deux.

1. — Plusieurs Etats contractants prévoient, en même temps que la suppression des systèmes de protection nationaux qu'ils appliquaient jusqu'à présent, l'institution d'un service commun pour le dépôt ou la délivrance et la création d'un droit de propriété industrielle unique, ayant effet sur le territoire de tous les Etats contractants. C'est à ce type d'accord que correspond le projet de convention et de loi uniforme Benelux en matière de marques¹³), qui prévoit la suppression des marques nationales, l'existence de marques uniques pour le territoire du Benelux et la création d'un Office Benelux des marques.

En pareille occurrence, il est évident que les Etats contractants, dans le cas où ils font partie de l'Union de Paris, sont

¹³) Cf. *GRUR Ausl.*, 1959, p. 453 et suiv.

tenus de permettre aux ressortissants de l'Union l'acquisition du nouveau droit unique. En effet, ce n'est que de cette manière qu'ils pourraient remplir l'obligation qui leur incombe en tant que pays membres de l'Union de Paris.

2. — L'autre type de conventions est représenté par les cas bien connus de l'Arrangement de Madrid concernant les marques et de l'Arrangement de La Haye concernant les dessins ou modèles. Ici, la possibilité d'un dépôt auprès du Bureau international est prévue, avec la conséquence qu'à partir de la date du dépôt ou de l'enregistrement qui lui fait suite, la marque ou le dessin ou modèle est protégé comme si le dépôt avait été effectué directement dans les Etats contractants. L'acte unique de dépôt fait naître un faisceau de droits nationaux.

La possibilité d'un dépôt international de marques et de dessins ou modèles reste limitée dans les deux accords aux ressortissants des Etats de l'Union restreinte et aux personnes qui leur sont assimilées. On n'a pas vu, jusqu'à présent, dans cette limitation une violation du principe du traitement national.

3. — La réglementation envisagée pour la Convention relative à un droit européen des brevets ne correspond parfaitement à aucun des types caractéristiques susmentionnés, mais présente des analogies avec l'un et l'autre.

Il est donc nécessaire de procéder à un examen plus approfondi des problèmes sous l'angle des conséquences qui en résultent pour l'application du principe du traitement national.

II. L'institution de titres de protection uniques

La solution envisagée pour la Convention relative à un droit européen des brevets diffère du type d'accord visé au point 1 en ce sens qu'à côté du droit européen des brevets, les réglementations nationales particulières en matière de brevets et la procédure qui leur est applicable peuvent être maintenues (art. 6 de l'avant-projet). Toutefois, la Convention ressemble à ce type d'accord en ce qui concerne la création d'une autorité supranationale et l'institution d'un titre de protection unique.

1. — La création d'une autorité supranationale, appelée à octroyer des brevets uniformes pour les territoires de plusieurs Etats et la création d'une Cour de justice supranationale impliquent un transfert de droits de souveraineté à la communauté des Etats contractants et, par conséquent, l'abandon d'une partie de souveraineté.

Toutefois, contrairement à l'argument auquel fait allusion Saint Gal dans les études mentionnées ci-dessus, un tel abandon ne peut entraîner une suppression de l'obligation d'appliquer le traitement national. Il est incontestable que les pays de l'Union de Paris qui créent un droit unique des brevets en supprimant leurs systèmes nationaux en matière de brevets sont tenus de rendre accessible aux ressortissants de l'Union le dépôt des brevets auprès de l'autorité supranationale qu'ils ont créée. On peut uniquement se demander si cette obligation disparaît lorsque, à côté du système uniforme des brevets, les réglementations nationales en matière de brevet sont maintenues.

La même remarque vaut pour la thèse selon laquelle, en cas de création d'une juridiction supranationale, il est délicat de soumettre également à cette juridiction les ressortissants d'autres pays de l'Union. Le projet du Benelux, par exemple, prévoit également la création de la Cour de justice du Benelux, qui sera appelée à statuer sur les problèmes d'interprétation de la loi unique. Le fait de relever de cette juridiction est une conséquence de l'accessibilité au dépôt de la marque Benelux. Au demeurant, la question ne se pose pas autrement que sur le plan national. Lorsqu'il va de soi que des ressortissants étrangers sont soumis à la compétence des tribunaux nationaux, le fait que la juridiction créée dans le cadre d'une communauté formée par plusieurs Etats soit également compétente pour les ressortissants d'autres Etats ne soulève aucune objection.

2. — Est également sans incidence sur l'obligation d'appliquer le traitement national la question de savoir si constitue un accord ouvert ou fermé la Convention par laquelle sont institués un service supranational pour le dépôt ou la délivrance des brevets, ainsi qu'un titre unique de protection.

Si plusieurs pays de l'Union de Paris créent un droit supranational des brevets en supprimant leurs lois nationales sur les brevets, il est évident qu'ils ne sauraient satisfaire à l'obligation qui leur incombe d'appliquer le traitement national simplement en laissant aux autres pays de l'Union libre accès à cette convention. Le principe auquel il a déjà été fait allusion dans l'exposé relatif aux rapports existant entre le traitement national et les arrangements particuliers se confirme donc également dans le cas spécial d'arrangements particuliers créant un système de protection unitaire en matière de brevets. L'obligation d'appliquer le traitement national est une obligation sur laquelle sont fondés les droits des ressortissants des pays de l'Union. Il ne suffit pas, pour qu'elle soit remplie, que l'arrangement particulier soit ouvert à l'adhésion des pays de l'Union.

3. — En ce qui concerne la Convention relative à un droit européen des brevets, la seule question qui puisse se poser est donc de savoir si tombe l'obligation de rendre le dépôt du brevet européen accessible aux ressortissants d'autres pays de l'Union, du fait que la possibilité de déposer des brevets nationaux subsiste.

III. L'Arrangement de Madrid concernant les marques et l'Arrangement de La Haye concernant les dessins et modèles

Le projet d'une Convention relative à un droit européen des brevets se distingue de l'Arrangement de Madrid concernant les marques et de l'Arrangement de La Haye concernant les dessins ou modèles, en ce sens que le brevet européen ne constituera pas un faisceau de droits nationaux, mais un droit unique, dont les conditions et les effets sont déterminés de façon définitive dans la Convention même (art. 2, § 2, de l'avant-projet). Il existe cependant avec ces accords quelque parenté, dans la mesure où le projet prévoit que les systèmes nationaux de brevets peuvent être maintenus.

1. — Avec l'Arrangement de Madrid concernant les marques, ainsi qu'avec l'Arrangement de La Haye concernant les

dessins ou modèles, les pays contractants ont formé, dans le cadre de l'Union de Paris, une Union restreinte.

L'Arrangement de Madrid prévoit que les ressortissants des pays contractants et les personnes assimilées pourront s'assurer la protection de leurs marques de fabrique ou de commerce enregistrées dans le pays d'origine, moyennant le dépôt desdites marques au Bureau international pour la protection de la propriété industrielle, effectué par l'entremise de l'Administration du pays d'origine (art. 1^{er}, al. [1], de l'Arrangement de Madrid concernant les marques). L'enregistrement international assure à la marque, dans les autres pays de l'Union restreinte, la même protection que si elle y avait été directement déposée (art. 4, al. [1], de l'Arrangement de Madrid concernant les marques). En vertu du nouveau texte de l'Arrangement arrêté lors de la Conférence de révision de Nice (1957), les pays contractants peuvent toutefois déclarer que la protection résultant de l'enregistrement international ne s'étendra à leur pays que si le titulaire de la marque le demande expressément.

Selon les règles de l'Arrangement de La Haye concernant les dessins ou modèles, le dépôt international est possible sans dépôt national préalable. Le texte initial ainsi que le texte de Londres de la Convention prévoient que les ressortissants des pays de l'Union restreinte et les personnes qui leur sont assimilées pourront s'assurer, dans tous les autres pays contractants, la protection de leurs dessins ou modèles industriels au moyen du dépôt international. Le dépôt international produira dans les pays intéressés les mêmes effets que si les dessins ou modèles y avaient été directement déposés à la date du dépôt international¹⁴). Lors de la Conférence de révision de La Haye, en 1960, cette réglementation a subi une limitation, en ce sens que les effets du dépôt ne s'étendent qu'aux pays désignés par le déposant dans sa demande. Mais, d'autre part, on a supprimé l'anomalie résidant dans le fait que, si le dépôt direct était possible sans dépôt national préalable, il ne produisait aucun effet dans le pays d'origine. Sur la base du nouveau texte de l'Arrangement, arrêté lors de la Conférence de révision de La Haye, la protection résultant du dépôt international peut également être revendiquée dans le pays d'origine, au cas où la législation de ce pays ne prévoit pas de dispositions contraires (art. 7 de l'Arrangement de La Haye concernant les dessins ou modèles, modifié le 28 octobre 1960).

2. — Les deux accords, l'Arrangement de Madrid et l'Arrangement de La Haye, n'admettent au dépôt international de marques ou de dessins ou modèles que les ressortissants des pays de l'Union restreinte et les personnes qui leur sont assimilées.

Lorsqu'on examine pourquoi la limitation à cette catégorie de personnes est compatible avec la Convention de Paris, il faut distinguer entre l'Arrangement de Madrid concernant les marques et les anciens textes de l'Arrangement de La Haye concernant les dessins ou modèles, d'une part, et le nouveau texte de l'Arrangement concernant les dessins ou modèles,

arrêté lors de la Conférence de révision de La Haye, d'autre part.

a) Aussi bien d'après l'Arrangement de Madrid que d'après le texte initial et le texte de Londres de l'Arrangement de La Haye, le dépôt international n'a pas d'effet dans le pays d'origine. Pour une marque ou un dessin ou modèle d'origine nationale, la protection peut être revendiquée, par le moyen du dépôt international, dans les autres pays de l'Union restreinte, mais non dans le pays d'origine. Les ressortissants des pays de l'Union de Paris ne peuvent toutefois pas, en vertu de l'article 2 de la Convention d'Union, exiger plus que l'assimilation aux nationaux, c'est-à-dire une protection ayant effet dans le territoire national même. Conformément à l'article 2 de la Convention d'Union, les ressortissants de l'Union doivent jouir dans chacun des autres pays de l'Union, en ce qui concerne la protection de la propriété industrielle, des avantages que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux. Si, par exemple, le pays X fait partie de l'Union restreinte, les ressortissants de pays de l'Union de Paris qui ne sont pas membres de l'Union restreinte ne peuvent pas exiger que la possibilité leur soit donnée, comme aux ressortissants du pays X, d'effectuer un dépôt leur assurant la protection également dans d'autres pays. Ils ont seulement le droit d'être assimilés avec effet pour le pays X aux ressortissants de ce pays.

b) Le texte révisé en 1960 de la Convention de La Haye prévoit qu'en vertu du dépôt international, la protection peut également être demandée dans le pays d'origine. Deux possibilités sont ainsi offertes aux ressortissants de l'Union restreinte en ce qui concerne l'obtention d'un titre de protection ayant également effet dans le pays même: le dépôt national et le dépôt international.

Ici, la raison pour laquelle la limitation de l'accessibilité est compatible avec la Convention de Paris réside dans le fait que le dépôt international, avec effet pour le territoire national même, ne fait pas naître des droits plus étendus que ceux résultant d'un dépôt national¹⁵). Etant donné que le dépôt national reste accessible aux ressortissants des pays de l'Union de Paris et aux personnes qui leur sont assimilées et que le dépôt international ne présente pas une facilité par rapport aux différents dépôts nationaux, l'obligation des pays de l'Union résultant de la Convention de Paris est remplie en rendant le dépôt national accessible aux ressortissants des pays de l'Union.

¹⁵) Une exception ne serait concevable que comme conséquence de l'application de l'article 11 de l'Arrangement de La Haye concernant les dessins ou modèles (texte de 1960), qui prévoit pour les dessins ou modèles ayant fait l'objet d'un dépôt international un délai de protection minimum de 10 ans, sous réserve de renouvellement. S'il faut admettre, du point de vue pratique, qu'un pays qui adhère à l'Arrangement de La Haye concernant les dessins ou modèles ne fixera pas, dans sa législation nationale, une durée de protection plus courte, cette éventualité ne doit pas être exclue du point de vue théorique. En pareil cas, l'Etat en question pourrait, en vertu de l'article 7, alinéa (2), de l'Arrangement de La Haye concernant les dessins ou modèles, stipuler que les effets du dépôt international ne s'appliqueront pas aux dessins ou modèles d'origine nationale. S'il ne le fait pas, mais accorde au contraire aux dessins ou modèles d'origine nationale la durée de protection plus longue, les ressortissants des pays de l'Union de Paris qui ont adhéré à l'Arrangement de La Haye concernant les dessins ou modèles peuvent invoquer le principe du traitement national. Néanmoins, ils ne peuvent obtenir l'admission au dépôt international. Ils peuvent simplement demander que la possibilité leur soit donnée de revendiquer la même durée de protection sur la base du dépôt national.

¹⁴) Cf., à ce sujet, Furler, *Internationales Musterrecht* (Droit international des dessins ou modèles), Berlin, 1951, p. 54; Ladas, *op. cit.*, p. 435.

D. Conséquences pour une Convention relative à un droit européen des brevets

1. Généralités

Les principes précédemment examinés aboutissent, en ce qui concerne la Convention projetée relative à un droit européen des brevets, aux résultats ci-dessous.

1. — Le fait que la réglementation envisagée offre l'avantage d'assurer, sur la base d'un dépôt unique, la protection d'un brevet dans un certain nombre d'Etats européens ne justifie pas à lui seul, tant que subsiste la possibilité d'obtenir des brevets nationaux, l'obligation d'appliquer le traitement national aux ressortissants des pays de l'Union de Paris qui n'ont pas adhéré à la Convention et aux personnes qui leur sont assimilées.

2. — Il n'en est toutefois pas ainsi dans la mesure où le système de brevet européen envisagé se différencie — abstraction faite de son champ d'application territorial — des systèmes nationaux de façon à accorder aux déposants des avantages au sens de l'article 2, alinéa (1), de la Convention d'Union de Paris. De telles divergences impliquent que, lorsqu'il n'est pas admis à déposer une demande de brevet européen, le ressortissant de l'Union non seulement perd l'avantage qui consiste à obtenir un brevet unique pour un territoire plus étendu, mais encore ne bénéficie pas, dans le cadre des divers Etats contractants signataires de la Convention, des avantages accordés aux nationaux sur la base du dépôt d'une demande de brevet européen.

II. Divergences par rapport aux réglementations nationales en matière de brevets

On constate un certain nombre de différences en comparant la réglementation prévue dans le projet de Convention relative à un droit européen des brevets aux réglementations nationales en matière de brevets des six pays de la Communauté économique européenne, qui sont les premiers à être pris en considération comme Etats contractants (ci-après désignés en abrégé par Etats contractants). Nous nous bornerons ci-dessous à exposer, à titre d'exemples, les différences relatives à la non-brevetabilité de certaines inventions, aux systèmes d'examen et de délivrance du brevet et à la durée de la protection.

1. Inventions non brevetables

En vertu de l'article 10 de l'avant-projet, des brevets ne sont pas délivrés pour les inventions dont la publication ou la mise en œuvre serait contraire aux bonnes mœurs, ainsi que pour les nouvelles variétés végétales ou les nouvelles espèces animales et pour leurs procédés d'obtention essentiellement biologique. Abstraction faite de la Belgique⁽¹⁶⁾, le nombre des inventions exclues de la brevetabilité par le projet est plus petit que dans les lois nationales sur les brevets des Etats contractants.

Certes, les inventions dont l'exploitation serait contraire aux bonnes mœurs ne sont brevetables dans aucun des Etats contractants⁽¹⁷⁾. Au demeurant, il existe, quant à la brevetabilité, certaines divergences. C'est ainsi que, contrairement à l'article 10 de l'avant-projet, la République fédérale d'Allemagne et le Luxembourg déclarent non brevetables, en vertu du § 1^{er}, alinéa 2, n° 2, de la loi sur les brevets, les inventions de produits alimentaires, stimulants et produits pharmaceutiques, ainsi que de substances fabriquées par un procédé chimique, dans la mesure où les inventions ne concernent pas un procédé déterminé de fabrication des objets. L'article 3 de la loi française sur les brevets, s'il n'exclut de la protection, en tant que produits, que les produits pharmaceutiques⁽¹⁸⁾, va encore plus loin à cet égard que l'article 10 de l'avant-projet. L'article 14 de la loi italienne sur les brevets exclut également de la brevetabilité les produits pharmaceutiques de toute sorte, ainsi que le procédé de fabrication de ces produits⁽¹⁹⁾. La loi néerlandaise sur les brevets interdit généralement la protection des substances chimiques et n'autorise la délivrance de brevets protégeant le procédé de fabrication que dans la mesure où les procédés relèvent du domaine industriel⁽²⁰⁾.

2. Examen préalable et délivrance du brevet

Le projet de Convention prévoit un nouveau système d'examen préalable, caractérisé par la distinction entre la délivrance d'un brevet européen provisoire et sa confirmation en tant que brevet européen définitif: après un examen limité, ne comprenant pas celui de la nouveauté, ni de l'activité inventive et après obtention d'un avis de nouveauté, le brevet est délivré en tant que « brevet européen provisoire ». Dans un délai de 5 ans, le déposant ou des tiers peuvent demander un examen complémentaire qui porte notamment sur la nouveauté de l'invention et l'activité inventive. Si la demande d'examen complémentaire n'est pas introduite dans ce délai, le brevet provisoire s'éteint. Si, au contraire, l'examen complémentaire est demandé et aboutit à la conclusion que le brevet provisoire, l'invention qui fait l'objet de ce brevet et sa description sont conformes aux dispositions de la Convention, le brevet provisoire est confirmé sous forme de « brevet européen définitif ».

Ce système d'examen et de délivrance du brevet, tel qu'il est envisagé dans le projet (examen différé) se distingue essentiellement des systèmes appliqués dans les législations nationales aussi bien des pays à examen (Allemagne et Pays-Bas) que des pays sans examen (Belgique, France, Italie et Luxembourg). La question de savoir dans quelle mesure ce système est plus avantageux du point de vue du demandeur que les systèmes appliqués dans les Etats contractants peut

⁽¹⁷⁾ République fédérale d'Allemagne: § 1^{er}, alinéa 2, n° 1, de la loi sur les brevets, du 5 mai 1936; France: article 30, § 4, de la loi sur les brevets, du 5 juillet 1844; Italie: article 13 de la loi sur les brevets, du 30 juin 1880; Pays-Bas: article 15 de la loi sur les brevets, du 7 novembre 1910. En Belgique, la jurisprudence aboutit aux mêmes résultats, sans que des dispositions spéciales soient prévues dans la loi sur les brevets; cf. Braun, *GRUR Anz.*, 1960, p. 136.

⁽¹⁸⁾ Casalunga, *GRUR Anz.*, 1960, p. 125; la création d'un brevet spécial pour les produits pharmaceutiques est prévu par le règlement du 4 février 1959.

⁽¹⁹⁾ Cf. Luzzati, *GRUR Anz.*, 1960, p. 128.

⁽²⁰⁾ Cf. Croon, *GRUR Anz.*, 1960, p. 128.

⁽¹⁶⁾ En Belgique, des brevets sont accordés non seulement pour des procédés de fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques, mais également pour les produits chimiques et pharmaceutiques eux-mêmes. En outre, les nouvelles variétés végétales sont également protégées; cf. Braun, *GRUR Anz.*, 1960, p. 135 et suiv.

recevoir des réponses différentes selon les aspects envisagés. En tout état de cause, le fait de pouvoir choisir à l'avenir entre un dépôt effectué selon le système national et un dépôt effectué selon le système européen représente toutefois un avantage pour les ressortissants des Etats contractants. Il est par exemple avantageux, en ce qui concerne les pays sans examen, de pouvoir choisir entre la délivrance d'un brevet national sans examen et la délivrance d'un brevet européen avec examen, qui produit des effets plus marqués du seul fait que la nullité ne peut être invoquée dans la procédure en contrefaçon. En ce qui concerne les pays à examen, la possibilité de déposer une demande de brevet européen présente notamment les avantages suivants: le brevet provisoire peut être délivré avant même que l'examen de nouveauté et d'activité inventive ait été effectué et le report à une date ultérieure de l'examen complémentaire laisse une marge au déposant pour des réflexions et des décisions ultérieures.

3. Durée de la protection conférée par le brevet

En vertu de l'article 23 de l'avant-projet, la durée de la protection conférée par le brevet européen est de 20 ans, à compter du jour du dépôt de la demande. Le délai ainsi envisagé coïncide avec la durée de validité des brevets nationaux en Belgique²¹⁾, en France²²⁾ et au Luxembourg²³⁾, tandis que la durée de validité des brevets néerlandais ne dépasse pas 18 ans à compter de la date de délivrance du brevet²⁴⁾, la durée de validité des brevets allemands est de 18 ans à compter du dépôt de la demande²⁵⁾ et celle des brevets italiens de 15 ans à compter de la même date²⁶⁾.

III. Conclusion

En conclusion, on peut constater que la possibilité de demander un brevet européen présente des avantages par rapport à la possibilité de demander des brevets nationaux, non seulement en ce qui concerne la portée territoriale de la protection, mais également sur un certain nombre d'autres points pour lesquels la réglementation envisagée dans l'avant-projet diffère de celle adoptée dans les législations nationales des Etats contractants.

Les obligations résultant de la Convention de Paris incombent aux différents Etats membres. Ce sont les Etats envisageant la conclusion d'une Convention relative à un droit européen des brevets qui sont membres de l'Union de Paris et non la Communauté fondée par cette Convention. C'est pourquoi le problème posé concerne les différents Etats. Chacun d'eux est tenu d'accorder aux ressortissants des pays de l'Union et aux personnes assimilées — abstraction faite de l'extension territoriale de la protection à d'autres Etats — les mêmes avantages que ceux qu'implique la possibilité de déposer une demande de brevet européen. Cette obligation ne pourrait être remplie par une modification des lois nationales sur les brevets que si elle consistait non pas simplement

dans le rapprochement de certaines dispositions, mais dans l'adoption du système de protection envisagé pour le droit européen des brevets — y compris la procédure d'examen et de délivrance. Lorsqu'aucune modification de cet ordre ne peut intervenir, l'obligation du traitement national doit donc être satisfaite en rendant le dépôt d'un brevet européen accessible aux ressortissants des pays de l'Union de Paris et aux personnes qui leur sont assimilées.

L'URSS et la protection internationale de la propriété industrielle

János TÓTH, Privat-docent à l'Université de Genève

Rectification

L'auteur de l'article susindiqué, publié en janvier 1963 dans la *Propriété industrielle*, nous a signalé quelques inexactitudes dans la traduction française de ce texte. Nous reproduisons ci-après les parties rectifiées, telles qu'elles nous ont été fournies par l'auteur. Les passages modifiés sont imprimés en italique.

Page 18, aux trois dernières lignes du chiffre 2:

« Son abstention doit plutôt être attribuée à des raisons historiques *qui remontent à la politique de la Russie tsariste.* »

Page 20, lignes 21 et suivantes du chiffre 6:

« Ces objectifs élevés exigent un système juridique de protection de la propriété industrielle *tant dans le droit interne que dans le droit international*, qui soit plus souple et plus approfondi que *celui en vigueur.* »

Page 21, ligne 2 (dernière ligne du chiffre 7):

« comme *proposition de rationalisation* ».

Page 22, chiffre 9, colonne 1, deuxième ligne à partir du bas de la page:

« Sur le plan international, l'existence de droits de priorité conduit au système international de protection, *élaboré par l'Union de Paris.* »

²¹⁾ Articles 3 et 4 de la loi sur les brevets.

²²⁾ Article 4 de la loi sur les brevets, en liaison avec l'article 1^{er} du décret du 29 juillet 1939.

²³⁾ Article 7 de la loi sur les brevets, version du 13 octobre 1945.

²⁴⁾ Articles 28 et 47 de la loi sur les brevets.

²⁵⁾ § 10 de la loi sur les brevets.

²⁶⁾ Article 4, § 3, de la loi sur les brevets.

CORRESPONDANCE

Lettre de Grèce

Pierre MAMOPOULOS, Avocat à la Cour de cassation, Athènes

En reprenant notre revue habituelle de la jurisprudence grecque en matière de propriété industrielle, dont la dernière remonte à l'année 1958, nous désirons nous excuser auprès de nos lecteurs de cette interruption involontaire et exprimer notre joie de reprendre le fil interrompu.

En ces quatre dernières années, les tribunaux grecs ont persisté, en règle générale, dans les voies tracées par la jurisprudence établie depuis 1940 dans l'interprétation de la loi de réforme sur les marques promulguée en 1939, en élargissant leurs conceptions d'après l'évolution internationale et en veillant sur l'application de plus en plus stricte de la loyauté dans le commerce. Le lecteur voudra bien trouver ci-après un aperçu, aussi rapide que possible, des principales décisions de justice rendues au cours de cette période.

1. Marques de fabrique

1. Imitations

Comme toujours, ce sont les différends portant sur des imitations de marque qui ont fourni le gros de la matière dans l'activité des Tribunaux des marques. Certes, dans la très grande majorité, il s'agit de cas d'espèce à propos desquels les juges ont apprécié suivant l'ensemble des circonstances. On ne saurait donc en dégager une règle générale et bien établie. On peut toutefois remarquer, surtout auprès du Tribunal du deuxième degré (ci-après TMD), une tendance nette à se montrer de plus en plus sévère vis-à-vis des imitateurs. Cela apparaît notamment à propos des spécialités pharmaceutiques. La tolérance que la jurisprudence montrait précédemment à leur égard, en raison de la différence dans les qualités thérapeutiques des produits litigieux ou du fait que ceux-ci sont fournis sur ordonnance médicale, non seulement tend à disparaître, mais au contraire on se montre plus circonspect « attendu que la différence du but thérapeutique poursuivi par chacun de ces médicaments ne rend pas les produits dissemblables... Au contraire, en matière de médicaments, vu cette différence, la confusion produite par la ressemblance des marques peut entraîner des suites préjudiciables pour le consommateur, car celui-ci peut se faire fournir un médicament qui ne convient pas au traitement de la maladie pour laquelle il se le procure » (Tribunal des marques, premier degré — ci-après TMP — n° 2320/61, affaire «Maxiton», marque aînée c. «Maxipen», marque condamnée).

D'autre part, le TMD a écarté la marque «Peclin» en raison de l'antériorité de la dénomination «Clin» au motif que s'il est normal que les spécialités pharmaceutiques soient fournies sur ordonnance de médecin, on sait de commune expérience que cela n'est observé dans la pratique que par exception — médicaments vénéreux par exemple (TMD 263/59).

En matière de produits similaires, le TMD a jugé qu'il y a similitude toutes les fois que les produits visés par les marques en conflit sont destinés à un usage voisin et s'adressent au même cercle de consommateurs. Ainsi, il y a similitude entre, d'une part, les savons de nettoyage pour le ménage et, d'autre part, la cire encaustique et les cirages de toute espèce (TMD 246/1960, arrêt confirmé par le Conseil d'Etat, 494/60, affaire «Tide»).

Voici maintenant quelques cas concrets concernant les imitations.

Il a été jugé qu'il y a imitation entre:

«Dioben» et «Diabene» (TMD 253/59); «Serpasyl» et «Sersyl» (TMD 272/59); «Singer» et «Sigma» (machines à coudre, TMD 278/60); «Vat original 69» et «Original 69» (whisky, TMD 283/61); «Terilene» et «Terilana» (TMD 288/61); «Largactyl» et «Laril» (TMD 242/58 confirmé par le Conseil d'Etat 630/60).

En revanche, il a été considéré qu'il n'y a pas imitation entre:

«Peritrine» et «Peritrate» (TMD 291/61); «Biomycetin» et «Bionydrin» (TMD 294/61); «Néo-Mult» et «Multi B-B12» (TMD 295/61); «Vichio» et «Vichosan» (TMD 298/61); «Beliv» et «Belivron» (TMD 299/61).

Quelques-unes de ces décisions pourraient surprendre, pour manque, peut-être, d'esprit de suite. Mais, on l'a déjà dit, les tribunaux apprécient chaque cas concret en égard à l'ensemble des circonstances.

2. Caractère distinctif de la marque

a) *Marques composées.* — On sait que ne sont pas susceptibles d'enregistrement les marques qui consistent exclusivement à indiquer l'espèce du produit, ou son lieu de provenance, comme étant dépourvues du caractère distinctif requis par la loi (loi 1998/1939, art. 3, lit. c). Or, la combinaison de deux vocables de cette catégorie peut créer une dénomination fantaisiste susceptible de dépôt comme marque. Ainsi, la dénomination «Turhodiesel», formée des mots «turbo» et «diesel», tous deux désignant des machines, a été valablement déposée (TMD 267/59, confirmé par le Conseil d'Etat 2565/60). Ces arrêts confirment la jurisprudence antérieure établie à propos de l'affaire «Creca-Cola» c. «Cola-Coca» (TMD 135/1949 et Conseil d'Etat, 1382/50).

b) *Noms géographiques de provenance.* — La dénomination «Achaïa» (vins) a été admise au dépôt, quoique désignant le lieu d'origine du produit.

Il a été établi qu'elle était employée depuis 1861 comme partie principale de la raison sociale de la firme productrice. Les juges ont estimé que, de ce fait, elle a fini par acquérir le sens de signe distinctif des produits de cette firme. En d'autres termes, le vocable «Achaïa» est devenu, par un long usage, un «mot vedette» et acquis un «secondary meaning» indiquant les produits vinicoles du titulaire (TMD 268/59).

Par contre, les noms géographiques «Attica» et «Creta» ont été refusés comme simples indications de provenance (TMD 252/59 et 269/59). Le premier, de ces deux arrêts a été confirmé par le Conseil d'Etat (N° 794/61).

De même, il a été jugé que le terme géographique «Naoussa», pour désigner des vins de la région de ce nom, n'est pas susceptible d'appropriation, au titre de marque par l'un des producteurs de la région. Quiconque fabrique du vin à base de raisins de Naoussa a le droit de faire usage sur sa marque, à titre accessoire, dudit nom (TMD 314/62).

3. Noms patronymiques de tiers

L'interdiction légale de déposer comme marque des noms patronymiques de tierces personnes couvre aussi bien les noms des personnes physiques que les dénominations ou les raisons sociales des personnes morales. Tel fut l'avis du Tribunal des marques du 2^e degré, formellement exprimé dans son arrêt n° 254/1959. En effet, la loi emploie le terme «personnes», sans distinguer entre personnes physiques ou personnes morales. Or, la dénomination ou la raison sociale d'une firme est l'équivalent du nom d'une personne physique et en tient lieu. Elle est même obligatoire, pour les sociétés commerciales, en vertu des articles 20, 23 et 30 du Code de Commerce.

Par son arrêt n° 301/1961 dans l'affaire Tricosa¹⁾, le TMD a suivi, à juste titre, la même règle. Cet arrêt a fait toutefois l'objet d'un recours en Conseil d'Etat. L'affaire est pendante et il sera intéressant de connaître l'avis de la Haute juridiction administrative sur ce point de grand intérêt.

Il est utile de noter que l'interdiction dont il s'agit s'applique d'une manière générale. Peu importe qu'il y ait identité ou non entre les produits de la firme dont la dénomination a été usurpée et ceux de l'entreprise usurpatrice (TMD 254/59 susvisé).

4. Bonne foi

La jurisprudence continue de puiser dans l'arsenal de l'article 3, paragraphe 2 de la loi sur les marques, telle qu'elle a été modifiée par la loi n° 3205/1955, pour faire de nombreuses applications de la règle légale qui prohibe d'admettre une marque dont le dépôt serait contraire à la bonne foi. La notion de la mauvaise foi du déposant est de plus en plus élargie, dans un effort constant d'assurer la loyauté dans le commerce. Voici comment s'exprime à ce sujet le TMD dans un arrêt particulièrement intéressant, celui n° 256/59.

«La notion de la bonne foi, selon la disposition de l'article 3, paragraphe 2 de la loi sur les marques, est extrêmement large, et comprend aussi le cas où un dépôt de marque serait contraire aux usages loyaux dans le commerce (*bona fides mercatoria*). Ce n'est que lorsque le dépôt d'une marque n'est pas entaché de pareils défauts qu'il peut être considéré comme conforme aux exigences morales de la communauté et c'est alors seulement qu'un signe distinctif peut bénéficier de la protection légale comme marque. Le dépôt qui est contraire à la bonne foi objective dans les affaires est frappé de nullité. Peu importe que le déposant ait eu l'intention ou non de tromper les consommateurs».

Elargissant davantage le champ d'application de l'interdiction légale, la même juridiction a jugé qu'on doit entendre comme contraire à la bonne foi le dépôt dont les résultats

seraient contraires à la loyauté dans le commerce (TMD 261/59).

Ainsi, la règle de morale prescrite par la loi se précise et s'élargit par la voie jurisprudentielle et tend, pourrait-on dire, à rejoindre la disposition générale de la loi sur la concurrence déloyale.

Parmi les applications des règles ci-dessus à des cas concrets, citons les décisions suivantes.

a) Affaire «Oméga». Une firme grecque avait déposé la marque «Oméga», pour désigner des stylos. Sur opposition de la Société anonyme suisse «Oméga Louis Brandt & Frère», titulaire de la marque «Oméga», pour désigner des montres et leurs accessoires, *marque notoirement connue*, le TMD a débouté la demanderesse, vu la différence entre les produits visés par les deux marques en litige. Au contraire, le TMD (arrêt n° 255/59), réformant la décision de premier degré, a considéré que, en égard au caractère notoire de la marque suisse, le dépôt de la marque cadette doit être refusé, nonobstant la différence des produits. Du fait de la notoriété de la marque aînée, le public pourrait être induit en erreur et croire que les stylos de la firme grecque, article qui est d'ailleurs, souvent vendu chez les détaillants d'articles d'horlogerie, proviennent de l'entreprise suisse. Il en résulte que le dépôt incriminé est contraire à la bonne foi.

Cet arrêt a été confirmé par le Conseil d'Etat (n° 1102/1960).

On voit de ce qui précède que les juridictions supérieures ont tiré de la disposition de l'article 3, paragraphe 2, de la loi sur les marques un fondement légal pour appliquer la théorie développée en doctrine sur les marques notoirement connues.

b) Affaire journal «Proïa». Le quotidien «Proïa», un des journaux des plus sérieux d'Athènes, après avoir paru pendant une quinzaine d'années, avait cessé de paraître à la suite des événements de la dernière guerre mondiale.

En 1958, une tierce personne a déposé le même titre de journal, en demandant en même temps la radiation de la marque déposée par les propriétaires originaires du «Proïa», laquelle demeurerait valable, pour non-usage. La marque cadette a été refusée et la demande en radiation rejetée (TMP 543/1959, TMD 280/1960). Les juges ont estimé, d'une part, que la cessation de paraître du journal «Proïa» pendant ce laps de temps était excusable et, d'autre part, qu'en raison du caractère particulièrement sérieux du journal et de la personnalité de ses propriétaires, son titre était intimement lié à la personne de ces derniers. En conséquence, le dépôt du même titre de la part d'un tiers, qui cherchait manifestement à bénéficier de la renommée du quotidien acquise sous son ancienne direction, se heurtait aux règles de la bonne foi.

Le Conseil d'Etat, par son arrêt n° 118/62, s'est rangé à ce point de vue et a confirmé l'arrêt du TMD.

c) Affaire «Tricosa». Nous avons déjà signalé plus haut ce cas à propos des noms patronymiques. Il présentait en outre un autre aspect, celui de la bonne foi, au sujet duquel les tribunaux avaient à se prononcer.

La maison française «Tricosa S. A.» fabrique notamment des tricots. Sa marque, déposée en France, n'avait pas été

¹⁾ Voir le texte *in extenso* dans *Prop. ind.*, 1962, p. 57.

déposée en Grèce et ses produits n'étaient pas connus non plus dans ce pays. Or, une firme grecque avait déposé la même marque, en copie servile, pour désigner des produits identiques. Aussi, lorsque, en 1959, la S. A. Triosa a déposé sa marque en Grèce, en demandant la radiation de la marque contrefaite, elle s'est vu refuser ce dépôt.

Le TMP a estimé qu'il n'y avait pas lieu à radiation de la marque nationale, du moment que les produits de la firme française étaient totalement inconnus en Grèce et que, dès lors, on ne saurait attribuer au déposant grec de la mauvaise foi qui consisterait en l'espèce dans l'intention de s'approprier la renommée de son concurrent étranger (TMP 944/60).

Tel n'a pas été l'avis de la juridiction d'appel. Celle-ci a estimé que la copie servile de la marque étrangère prouvait en soi la mauvaise foi. Peu importe qu'elle ne fût déjà déposée en Grèce et que les produits n'eussent été connus dans ce pays. Ils étaient répandus dans d'autres pays et pouvaient être également importés en Grèce (TMD 301/61).

Cet arrêt précise en outre que, si la seule mauvaise foi *objective* est suffisante pour faire obstacle au dépôt d'une marque, pour sa radiation, il faut en outre que la mauvaise foi du déposant soit *subjective*, condition qui se trouvait remplie en l'espèce.

Cet arrêt fortement motivé (voir ci-dessus note ¹), a été frappé de recours devant le Conseil d'Etat qui n'a pas encore statué, comme il a été déjà signalé.

5. Nationalisation d'entreprises

Il a été jugé qu'une firme dont le siège était en Allemagne Orientale mais qui a transféré son siège, ou continué son activité en Allemagne occidentale, alors que l'entreprise située en Allemagne orientale a été nationalisée, peut valablement déposer ses marques en Grèce. La nationalisation opérée sans indemnité préalable, selon la pratique en usage dans les pays communistes, ne saurait produire aucun effet légal en dehors des limites de la République populaire d'Allemagne, et plus spécialement en Grèce (TMP 1569/55, TMD 250/59).

6. Voies de recours — Délais

L'extension pour cause de distance des délais impartis pour l'exercice de voies de recours prévue par l'article 195 du Code de procédure civile, est-elle applicable aux décisions des tribunaux administratifs des marques?

L'arrêt 271/59 du Tribunal des marques du 2^e degré, confirmé par celui n° 1185/61 du Conseil d'Etat, répond par la négative au motif que les articles 8, 9 et 10 de la loi sur les marques ne prévoient une telle prorogation ni expressément ni par voie de référence aux dispositions y afférentes du Code de procédure civile. On doit en conclure que le législateur a voulu les exclure, dans un souci de solution rapide des différends relatifs aux marques.

Ces décisions sont intéressantes pour les plaideurs domiciliés hors d'Athènes, et plus spécialement à l'étranger. On souhaiterait toutefois que ce souci de rapidité, manifeste dans la loi sur les marques, soit partagé par les tribunaux administratifs des marques en ce qui concerne la cadence de leur propre fonctionnement.

II. Concurrence déloyale

1. Qui peut porter plainte?

En cas de dénigrement de produits, peuvent porter plainte, non seulement le producteur et les organisations professionnelles énoncées dans la loi sur la concurrence déloyale, mais aussi ceux qui pratiquent le commerce desdits produits, étant eux-mêmes lésés par le fait incriminé (Cassation civile n° 336/1959). La question était controversée.

2. Primes

La promesse de primes en argent faite de manière imprécise aux acheteurs d'un produit et plus spécialement aux ménagères qui seraient détentrices du plus grand nombre de boîtes du produit qui fait l'objet de la publicité, au moment de la visite à domicile du représentant du producteur, constitue un acte de concurrence déloyale (Tribunal civil d'Athènes 15 340/58).

3. Baisse de prix

Il a été jugé que la baisse de 50 % sur les prix normaux d'un article ne constitue pas un acte de concurrence déloyale dès lors que le prix ainsi réduit n'est pas inférieur à la valeur réelle du produit, à moins que l'offre de vente au prix ainsi réduit ne soit accompagnée de déclarations mensongères ou de dénigrement d'un concurrent (ord. référé Athènes, 15 837/60).

4. Prescription

Aux termes de l'article 19 de la loi n° 146/1914 sur la concurrence déloyale, le droit de demander la cessation de l'acte incriminé ou de réclamer des dommages-intérêts, est prescrit au bout de 6 mois à compter du moment où la partie qui s'estime lésée en a pris connaissance et, en tout cas, au bout de trois à compter du moment où l'acte incriminé a été accompli.

La Cour de cassation (Ch. civ., arrêt n° 77/61) a jugé, d'une part, que la prescription triennale s'applique de toute manière, c'est-à-dire même si le demandeur n'a pas eu connaissance de l'acte ou de son auteur et, d'autre part, que cette prescription s'applique également dans le cas où l'acte en question était continu, en l'occurrence emploi indu d'une raison sociale. Sinon, toute prescription viendrait à être pratiquement supprimée. Il en serait autrement s'il s'agissait de plusieurs actes distincts accomplis par intervalles. Dans ce cas, la prescription commencerait à courir à partir du dernier de ces actes.

III. Brevets

La jurisprudence est très rare en cette matière. Signalons un jugement du Tribunal civil de La Caude qui a annulé un brevet pour défaut de nouveauté de la prétendue invention. Il s'agissait d'un procédé de travail et de coupe de bois, alors que ni les machines ou outils utilisés, ni la méthode de couper le bois, ni le résultat obtenu ou les moyens d'obtenir un tel résultat n'étaient, aux yeux du tribunal, inconnus dans le pays.

IV. Législation

Le décret-loi n° 4181, du 2 septembre 1961, a apporté certaines modifications de la loi n° 146/1914 sur la concu-

rence déloyale. Celles-ci visent surtout les ventes à prix réduits pour cause de liquidation d'une maison de commerce ou de l'une de ses branches et n'offre pas un intérêt général.

Une seule disposition est importante; c'est celle de l'article 2. Elle modifie l'article 20 de la loi n° 146/1914 et autorise l'appel contre les ordonnances de référé relatives à des mesures provisionnelles. Ainsi, la loi sur la concurrence déloyale s'aligne sur la loi-sœur, celle relative aux marques. La différence qui existait sur ce point entre les deux lois ne se justifiait pas et était à juste titre critiquée.

BIBLIOGRAPHIE

Propiedad Industrial, Legislación y Jurisprudencia (Propriété industrielle, législation et jurisprudence), par *Carlos Ballestrero Sierra*, Avocat à Madrid. Un volume de 638 pages, 16 × 19 cm. Madrid 1960.

La loi espagnole sur la propriété industrielle, du 26 juillet 1929, après avoir été remaniée et modifiée par l'ordonnance royale du 30 avril 1930, a été modifiée en plusieurs de ses articles. D'autre part, le Tribunal suprême espagnol s'est prononcé par de nombreux arrêts en matière de propriété industrielle. Tout ce vaste domaine avait besoin d'être classé dans un ordre systématique.

M. Carlos Ballestrero Sierra donne une documentation complète de l'état de la législation et de la jurisprudence en Espagne dans ce volume, en quatre parties, où nous trouvons toutes les sources du droit espagnol sur ce sujet.

Dans la première partie, la loi sur la propriété industrielle actuellement en vigueur en Espagne est présentée avec tous les articles qui ont été modifiés. Ces articles sont imprimés en italique et contiennent entre parenthèses la date de la disposition législative qui a introduit la modification. A la fin de certains articles, il y a un rappel à la jurisprudence.

Dans la deuxième partie sont publiés, dans la traduction officielle espagnole, la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Londres en 1934 et tous les Arrangements conclus dans le cadre de l'Union de Paris, révisés également à Londres en 1934; en outre, l'article 27 de la Convention internationale de Chicago, du 21 février 1947, sur l'aviation civile, qui contient des dispositions en matière de propriété industrielle, et l'Accord franco-allemand pour la réintégration des droits de propriété industrielle, ratifié le 19 février 1959.

Dans la troisième partie, sont reproduites 96 lois spéciales, décrets, ordonnances ministérielles et circulaires sur la propriété industrielle et sur toute matière connexe, telles que les règles sur les marques de fabrique collectives, sur les appellations d'origine, les noms commerciaux, sur le registre de la propriété industrielle, sur les taxes et sur les sanctions pénales.

Dans la quatrième partie, la jurisprudence est classée suivant les articles de la loi générale sur la propriété industrielle.

Le volume est complété par un appendice concernant les textes de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Lisbonne en 1958, les Arrangements particuliers révisés à Nice en 1957 et à Lisbonne en 1958, ainsi que la classification internationale des produits et des services auxquels s'appliquent les marques de fabrique et de commerce. L'appendice se termine par la publication de la classification nationale en corrélation avec la classification internationale.

Enfin, des tables par ordre chronologique et alphabétique rendent facile la consultation de ce recueil de législation et jurisprudence.

Ce volume constitue un instrument de travail très utile pour les juristes spécialisés en matière de propriété industrielle. G. R.

NÉCROLOGIE

Alessandro Conte

(1893-1962)

L'année 1962 s'est achevée, pour les Bureaux internationaux réunis de la propriété industrielle, littéraire et artistique, sur un deuil. Leur ancien Vice-Directeur, M. Alessandro Conte, Docteur en droit et avocat, de Turin, s'est éteint le 23 novembre 1962, à Zermatt.

M. Conte avait pris sa retraite le 1^{er} mai 1953. L'article paru, à l'époque, dans la *Propriété industrielle* et dans le *Droit d'Auteur*, retrace quant à l'essentiel l'activité professionnelle du défunt.

Comme rédacteur de la *Propriété industrielle*, M. Conte s'était spécialisé dans la traduction; grâce à ses larges capacités linguistiques, il rendit aux Bureaux internationaux réunis des services hautement appréciés. Il tenait à recueillir une vaste documentation, afin de pouvoir informer les intéressés, sachant d'ailleurs qu'en la matière complexe des droits intellectuels, la connaissance approfondie des problèmes s'acquiert par la méditation axée sur les sources mêmes. Au retour de la paix, en 1945, il s'employa avec beaucoup de zèle à renouer les fils rompus et à préparer le rétablissement des droits de propriété industrielle atteints par le conflit de 1939 à 1945. Le succès de la conférence « restauratrice » de Neuchâtel, en 1947, est dû, pour une part certaine, au talent d'organisation de M. Conte.

Mais, à l'heure de l'adieu, les qualités humaines comptent encore plus que les dons de l'esprit.

De tradition libérale, patrie d'instinct et d'éducation, il avait, par un joli trait de sa sensibilité, le souci des moins favorisés du sort et en a fourni la preuve à maintes reprises, comme ses nombreux amis peuvent en témoigner.

En prenant sa retraite, M. Conte avait construit un chalet à Zermatt avec l'argent du fonds de prévoyance constitué en sa faveur. Cette demeure devint d'emblée la propriété des Bureaux internationaux réunis. M. Conte s'était simplement réservé le droit d'y habiter jusqu'à son décès; par testament, il a émis le vœu qu'après sa mort, les fonctionnaires n'appartenant pas aux classes supérieures des Bureaux pourraient en jouir comme maison de vacances.

La pensée du disparu était charmante, à la fois généreuse et raisonnable — gracieux reflet d'une âme élevée, à laquelle on offre ici un hommage reconnaissant et ému, au nom de l'Institution qu'Alessandro Conte a si longuement et fidèlement servie.